

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LES
CAISSES RÉGIONALES
DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL

ET

LA LOI DU 31 MARS 1899

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS SERA SOUTENU

Le lundi 11 juin 1900, à 8 heures 1/2

PAR

Félix GEFRIAUD

Président : M. SOUCHON, professeur agrégé.

Suffragants } MM. JAY, { *professeurs*
 } GIDE, {

PARIS
V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS
16, Rue Soufflot. 16

—
1900



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LES
CAISSES RÉGIONALES
DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL

ET

LA LOI DU 31 MARS 1899

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS SERA SOUTENU

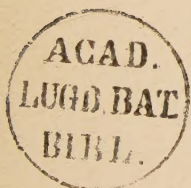
Le lundi 11 juin 1900, à 8 heures 1/2

PAR

Félix GEFRIAUD

Président : M. SOUCHON, professeur agrégé.

Suffragants } MM. JAY,
 } GIDE, { professeurs



PARIS
V. GIARD & E. BRIÈRE
LIBRAIRES-ÉDITEURS
16, Rue Soufflot, 16

—
1900

LES CAISSES RÉGIONALES

DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL

Et la loi du 31 mars 1899

INTRODUCTION

Le crédit, remède à la crise agricole.
Les diverses formes sous lesquelles il a été
employé successivement.

Pour venir en aide aux populations des campagnes, leur procurer l'argent qui leur manquait, on s'est adressé au Crédit.

« Il n'y a qu'un moyen, disait M. Méline, de procurer de l'argent à ceux qui n'en ont pas, « c'est de leur prêter en leur faisant crédit ».

Dans son rapport à M. le Ministre de l'agriculture, M. Josseau, ancien président de la Société nationale d'agriculture, en démontrait à la fois l'utilité et la nécessité.

Le crédit sans doute peut être dangereux, mais ne pas vouloir s'en servir « ce serait, dit M. Wollemborg, comme un homme qui préférerait un couteau sans tranchant à une lame très aiguisée de peur de se couper les doigts ».

Tout l'intérêt de la question consiste donc à trouver quelle est la meilleure organisation du crédit à l'agriculture, celle qui permettra d'en faire bénéficier tous ceux, et ceux-là seuls, qui doivent en faire un bon usage :

« Peu de questions, disait M. Lourties, ont donné lieu à autant d'enquêtes, de projets ou de propositions de loi, de rapports parlementaires ou extra-parlementaires, que celle de l'organisation du crédit agricole en France ».

C'est que, si, comme le disait M. Dupin en 1845, « il n'y a pas un crédit agricole, mais le crédit » cette modalité du crédit, qu'on appelle le crédit agricole, et qui n'est pas différente par sa nature du crédit en général, mais bien par son mode de fonctionnement, est plus difficile à organiser que tout autre. Et c'est sans plan bien arrêté qu'on a cherché à l'organiser, en utilisant tour à tour, en même temps ou successivement, les différentes formes du crédit : hypothécaire, mobilier, personnel.

Crédit hypothécaire. — Sous cette forme le

crédit, qu'il s'adresse à l'agriculteur ou à tout autre, a le même mode de fonctionnement.

C'est en 1840 que, sur le vœu du conseil général de l'agriculture, le Ministre chargea M. Royer d'étudier les sociétés de crédit agricole de l'Allemagne. Dans son rapport, celui-ci concluait à l'introduction chez nous des sociétés de crédit foncier allemandes, les *Landschaften* (1). Cela devait entraîner une refonte de notre régime hypothécaire. On se mit à l'œuvre, mais les événements de 1848 vinrent interrompre ces recherches.

En 1852, le 20 février, fut promulguée une loi sur les sociétés de Crédit Foncier, qui autorisait, soit des sociétés de prêteurs, soit des sociétés d'emprunteurs (article 2). Mais, dès la même année (2), le crédit foncier fut organisé sous le régime du monopole au profit de la Banque foncière de Paris. Son but était double :

1^o Encourager les grands travaux, que l'on faisait à cette époque.

1. Une *landschaft* est une association solidaire de grands propriétaires fonciers empruntant collectivement sur gage un mobilier et prêtant individuellement à chacun de ses membres. M. Maurice Block : *Une crise de la propriété rurale en Allemagne*.

2. Décret du 10 décembre 1852.

2° Organiser le crédit agricole.

Il a bien répondu au premier but visé, mais le second n'a pas été atteint et ne pouvait pas l'être, car il ne peut s'adresser qu'à ceux qui sont propriétaires, et surtout aux grands propriétaires : les hypothèques sont trop chères pour les autres.

« En 1887, par exemple, dit M. Villey (1), sur
« 2.540 millions de prêts, plus de 1.450 consis-
« taient en prêts au-dessus de 100.000 francs
« et moins de 550 millions en prêts au-dessous
« de 50.000 francs. Sur le même total les pro-
« priétés urbaines entraient pour près de 2 mil-
« liards et la propriété rurale pour 600 millions
« seulement. Le département de la Seine, à lui
« seul, a emprunté pour 1.660 millions ».

Sur 3.845.831.427 francs prêtés par cet éta-
blissement depuis sa fondation jusqu'en 1895,
plus de 3 milliards, exactement 3.065.753.863 fr.,
ont été avancés à la propriété urbaine (2).

Le monopole de droit du Crédit foncier a cessé
en 1877, mais il existe encore en fait.

Le crédit hypothécaire pourrait rendre cepen-
dant de grands services, même au petit proprié-
taire, s'il était amélioré ; mais il faudrait réfor-

1. *Principes d'Economie politique.*

2. *Journal de la société de statistique de Paris*, année
1895, tome XXVI, page 286.

mer notre régime hypothécaire, en diminuer les frais.

Pour le petit propriétaire l'hypothèque est trop chère ; pour beaucoup d'autres agriculteurs, ceux-là qui ne sont pas propriétaires, c'est-à-dire les fermiers, les métayers (1), elle est impossible. Aussi a-t-on tourné les yeux d'un autre côté, du côté du crédit mobilier, du crédit personnel. Ils sont nécessaires aux fermiers, aux métayers, qui ne peuvent recourir au Crédit hypothécaire et ils sont beaucoup plus avantageux au propriétaire, parce qu'ils coûtent moins cher.

Crédit mobilier. — D'après les résultats obtenus pour le commerce, il semble qu'on serait en droit d'attendre beaucoup de cette forme de crédit. Mais c'est ici qu'apparaît l'avantage du commerçant sur le cultivateur. Autant l'emprunt sur gage est facile pour le premier, autant il devient difficile pour le second.

Le commerçant qui veut emprunter, n'a qu'à porter sa marchandise aux magasins généraux,

1. On compte 1.061.401 fermiers et 344.168 métayers, c'est-à-dire un peu plus de 1.400.000 cultivateurs, qui ne peuvent recourir au crédit foncier. Sur un total de 4.792.814 cultivateurs, c'est une proportion d'à peu près 30 0/0, exactement 29,33. *Statistique agricole de la France. Enquête décennale de 1892*, page 369.

et on lui délivre en échange un titre, un warrant qu'il peut négocier. C'est ainsi qu'il obtient facilement l'argent dont il a besoin.

L'agriculteur ne le peut pas, car ces magasins généraux ne sont établis que pour les marchandises commerciales (1) ; et de plus, il lui est matériellement impossible d'aller, loin de chez lui, constituer en gage, dans un Magasin général, des marchandises lourdes et encombrantes comme le sont la plupart des produits agricoles : les frais seraient trop élevés.

Le cultivateur, fermier ou métayer, voit en outre s'élever, entre lui et le prêteur, le privilège du propriétaire. Il ne peut rien engager, car ce privilège porte, pour tout ce qui est dû, sur tout ce que le fermier a dans sa ferme (2). De plus, la rapidité de la juridiction commerciale est bien faite pour rassurer le prêteur et faciliter le prêt.

La loi du 7 juin 1894, en déclarant acte de commerce entre tous la lettre de change (3), a déjà permis au cultivateur d'arriver à la juridiction commerciale, qui pourra du reste lui être

1. On permet cependant aux agriculteurs d'y déposer des marchandises agricoles.

2. Code civil, art. 2102.

3. Art. 632.

largement appliquée par les sociétés qu'ont créées les lois de 1894 et 1899.

La loi de 1889, en réduisant à quatre années le privilège du bailleur, a facilité l'emprunt au fermier et au métayer.

Enfin la loi du 18 juillet 1898 a rendu possible au cultivateur l'usage des warrants, en lui permettant de warranter des produits qu'il garde néanmoins chez lui. Elle est le résultat d'un vœu émis par une grande commission agricole, nommée en 1856 (1) et tendant à la modification des règles relatives au gage, dans le sens de la possibilité de constituer le gage sans déplacement (2). Ce vœu fut repris en 1882, sous forme de projet de loi, par MM. de Mahy, ministre de l'agriculture, et Léon Say, et a abouti à la loi actuelle, dite « *Loi des Warrants agricoles* ».

1. Cette commission demandait aussi la création d'un établissement de crédit agricole. Ce fut la grande société de crédit agricole, autorisée par la loi du 28 juillet 1860, d'après les bases de la commission. L'Etat lui apportait son concours par une garantie de revenu de 400.000 francs par an. On sait quel fut son insuccès.

2. C'est à tort qu'on a employé ces expressions « gage sans dessaisissement de l'objet engagé ». Pour qu'il y ait gage, il faut qu'il y ait dessaisissement. Dans le warrant agricole il n'y pas de contrat de gage, il y a une hypothèque mobilière : le warrant ressemble à la cédula hypothécaire.

Le cultivateur peut warranter, tout en les gardant chez lui, ses produits récoltés et ceux-là seuls ; la loi ne permet pas de warranter son bétail ni les récoltes pendantes.

C'est sur ses déclarations, que le greffier de la justice de paix inscrit, en double exemplaire et sur un registre à souche, toutes les indications relatives aux produits warrantés et le montant de la somme à emprunter. Un exemplaire lui est donné et constitue le warrant, au moyen duquel il pourra emprunter. La loi permet aux établissements publics de crédit de le recevoir, avec deux signatures seulement, et comme effet de commerce, bien qu'il n'en soit pas un, et que, s'il reste impayé à l'échéance, c'est à la juridiction civile, et non à la juridiction commerciale, qu'il faudra recourir.

Des peines sévères, de 2 mois à 2 ans de prison, sont édictées contre le cultivateur qui aura détourné et dissipé ou détérioré l'objet warranté : c'était nécessaire, puisqu'il reste entre les mains de l'emprunteur.

Mais pour beaucoup, les éleveurs entr'autres, le crédit réel mobilier, tel qu'il est organisé par la loi, sera impossible. Pour d'autres, il sera peu pratique parce qu'il est trop peu étendu, et parce que, pour le fermier par exemple, il est

subordonné à l'assentiment du propriétaire, et qu'enfin les formalités, qu'il nécessite, le rendent trop cher (1). Aussi, tout en cherchant à l'améliorer et à l'utiliser, on s'est occupé d'organiser le crédit personnel, et c'est de lui surtout qu'on attend le relèvement de l'agriculture.

Crédit personnel. — « Le crédit sur gage, a dit Léon Say, n'a jamais été que l'enfance du crédit... Le crédit agricole est encore dans l'enfance parce qu'il n'est pas personnel. Le crédit personnel, là est le but » (2).

C'est que, pour les emprunteurs, il a tous les avantages des autres sans en avoir les inconvénients, et il est de beaucoup le moins cher, puisqu'il n'exige aucun frais. De plus, il peut s'adresser à tous, aux plus pauvres comme aux

1. Malgré quelques heureux essais des warrants agricoles pour les vins en Gironde, en Haute-Savoie et dans les Charentes (Comte de Roquigny. *Les Syndicats agricoles*, page 313), la loi de 1898 n'a pas eu jusqu'ici grand succès : Le Syndicat agricole de Châlons-sur-Marne a fait établir trois warrants, et il n'a trouvé personne pour les endosser. La Banque de France a refusé en demandant la signature des administrateurs solvables. Les juges de paix ne s'y prêtent pas parce qu'ils sont peu rétribués, et pourtant le warrant est peu pratique pour l'emprunteur, car il fait monter le taux à au moins 8 p. 0/0.

2. *Dix jours dans la Haute-Italie*, 2^e édition, page 94.

plus riches, ce que ne peuvent faire ni le crédit hypothécaire, ni le crédit réel mobilier. Le riche l'obtiendra facilement ; quant au pauvre, la loi est venue à son secours. C'est lui qu'elle a surtout en vue, et c'est à lui surtout qu'on a voulu rendre le crédit accessible, car c'est lui qui éprouvera le plus de difficultés à se le procurer. Seul, il ne pourrait rien. On ne prête pas facilement aux pauvres : on leur donne plutôt. Mais on a compté pour lui sur la puissance de l'association, sur le crédit mutuel.

« Je crois pour ma part, disait M. Méline, que
« la mutualité est appelée, quand elle sera com-
« prise et largement pratiquée, à résoudre le pro-
« blème du Crédit agricole et populaire ». Mais
la mutualité n'est plus ici une forme discrète de
la charité : La mutualité, grâce à la garantie de
responsabilité solidaire des associés de l'em-
prunteur, lui permet de trouver facilement des
capitaux étrangers. La solidarité remplace la
charité et devient un mobile économique du
plus puissant effet. Et l'on peut dire, avec
M. Zolla, que si le crédit à l'agriculture est plus
dangereux, plus aléatoire qu'aucun autre, avec la
mutualité il peut donner toute sécurité.

A-t-on eu raison de compter ainsi sur la mutualité, sur l'association ? Nous le croyons, bien

qu'en France l'association n'ait pas joué jusqu'ici dans l'agriculture un rôle à beaucoup près aussi considérable que dans l'industrie. Il faut peut-être en voir la cause dans ce fait, que la production en grand n'y a pas une supériorité aussi marquée, et que les travaux agricoles ne se prêtent pas à la même division que la production manufacturière (1). Mais c'est peut-être aussi parce que le paysan est routinier et que personne n'est venu lui révéler dans son village la force de l'association.

Cette éducation, on l'a commencée, et l'un de ceux qui sont à la tête de ce mouvement s'exprimait ainsi dans un banquet agricole (2) :

« Le ^{xx}e siècle sera le siècle de l'association ». Cette parole, tant de fois répétée depuis, semble bien vraie pour l'agriculture. Il suffit pour cela de constater la magnifique éclosion des syndicats agricoles depuis que la loi du 21 mars 1884, cette « loi de liberté » comme on l'a appelée, est venue en permettre librement la création.

Au 1^{er} juillet 1884 il y en avait déjà 5, pour monter d'année en année à : 39, 93, 214, 461, 557, 648, 750, 863, 952, 1092, 1188, 1275,

1. M. Cauvès. *Principe d'Economie politique*.

2. M. Kergall. Banquet de Bourg d 1889.

1499, 1824 en 1898, avec 491.692 membres et enfin 2133 en 1899. Et encore ces chiffres sont-ils un peu faibles (1). Il faudrait évaluer actuellement, d'après M. le comte de Rocquigny, à 2500 à peu près le nombre des syndicats agricoles, avec 300 ou 350 membres par syndicats, soit un total d'à peu près 800.000 membres. Et c'est là le résultat de quinze années.

C'est sur ces syndicats que l'on a compté pour répandre partout les sociétés de crédit agricole à qui une loi du 4 novembre 1894 vient de faire une place à part et privilégiée.

Avant 1894 il y avait pour toutes sociétés des règles dures et souvent onéreuses. Elles étaient édictées par le Code civil et le Code de commerce.

La loi de 1867 avait cependant déjà facilité la création de sociétés à capital variable ou coopératives, et la loi de 1893, en permettant les coupures d'actions de 25 francs (article 1^{er}), avait démocratisé ces sociétés par actions.

La loi de 1894 a réduit les formalités et les

1. Tableau donné par l'Office du travail. M. le comte de Rocquigny. *Les syndicats agricoles et leur œuvre.*

frais au strict minimum, en créant un nouveau type de sociétés (1). Ces sociétés peuvent se former avec ou sans capital, à capital fixe ou à capital variable, comme sociétés en nom collectif ou anonymes. S'il y a un capital, la totalité doit en être souscrite et le quart seulement versé avant que la société ne fonctionne. Il suffit d'écrire les statuts sur papier timbré à 0,60 centimes, de les faire signer des adhérents, tout en constatant les versements opérés, et d'en déposer deux exemplaires chez le juge de paix ; le droit d'enregistrement est de 0,25 p. 0/0 (décimes compris), s'il y a un capital, et de 3 fr. 75 s'il n'y a pas capital (2).

Les agriculteurs seuls, membres d'un syndicat agricole, peuvent fonder ces sociétés et en faire partie.

Elles peuvent librement élaborer leurs statuts, sous plusieurs réserves cependant. Tout d'abord la société ne pourra prêter que pour des entreprises agricoles, et à ses membres ou aux autres membres du syndicat. Elle ne pourra distribuer de dividendes à ses membres, parce que ce n'est pas une société commerciale en

1. Arthuys. *Revue critique*, 1895.

2. Houpin. *Traité des sociétés*.

quête de profits. Mais elle peut, à la fin de l'année, partager une partie des bénéfices réalisés entr'eux au prorata de leurs opérations avec la société (art. 3). C'est un remboursement du trop perçu. Enfin la société doit constituer un fonds de réserve.

Ces sociétés sont exemptes de la patente et de l'impôt sur les valeurs mobilières.

Toutefois on ne compte pas actuellement plus de 100 à 150 sociétés de crédit agricole, qui se sont soumises au régime de la loi de 1894 (1).

Si cette loi n'a pas eu plus de succès jusqu'ici c'est surtout parce que l'article 6 laissait suspendu sur la tête des nouvelles sociétés un double danger : la dissolution possible de la société, à la demande du procureur de la République, et des poursuites contre les administrateurs en cas de violation des statuts.

Aussi les chefs du mouvement, qui s'étaient mis à la tête de la propagation du Crédit agricole en France dès avant 1894, ont-ils souvent hésité à se placer sous la protection de cette loi, et nous comptons, en dehors des associations qui

1. M. le Comte de Rocquigny. *Les syndicats agricoles*
La statistique dressée en 1898 en comptait 83 (Rapport de M. Lourties).

y sont soumises, trois autres groupes de sociétés agricoles :

Un premier groupe bien particulier est celui des associations qui admettent comme type la Caisse de crédit mutuel de Poligny, fondée en 1885 par le Syndicat agricole de Poligny. C'est une banque coopérative, soumise aux dispositions de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés à capital variable, et dans laquelle certains actionnaires apportent un concours à peu près désintéressé ; les fonctions d'administrateur y sont gratuites et les bénéfices ne sont pas distribués. Les prêts sont faits à trois mois (1).

Le capital social fut d'abord fixé à 20.000 francs représentés par 40 actions de 500. La moitié fut versée. Les actionnaires s'interdirent de prélever plus de 3 p. 0/0 et ceux-là seuls qui ont un sixième d'action seulement peuvent recourir aux prêts, dont le maximum est fixé à 600 francs et sont exclusivement agricoles ; le taux ne peut dépasser 4 p. 0/0 et l'emprunteur doit spécifier l'emprunt. D'autres syndicats, une trentaine environ, ont imité l'exemple du Syndicat de Poligny et créé des

1. *Economiste français*, 18 juin 1892.

caisses agricoles, mais sans distinguer entre petits et gros actionnaires.

Les deux autres groupes sont formés par des associations rurales, imitées des associations allemandes et italiennes (1).

L'un d'eux se compose des sociétés coopératives de crédit agricole en nom collectif fondées par M. Rayneri, vice-président du Centre fédératif, directeur de la Banque populaire de Menton, banque fondée sur le modèle des banques populaires allemandes (système Schulze).

Les caisses qui font partie de ce groupe ne sont pas fondées sur un modèle uniforme. En général elles admettent, comme les caisses Raiffeisen allemandes (2), la responsabilité solidaire et illimitée des membres ; mais, comme dans les caisses Haas (3), cette solidarité illimitée n'est pas obligatoire et ces sociétés constituent des parts sociales. Là non plus, comme dans les caisses du groupe de M. Durand, que nous verrons tout à l'heure, il n'y a pas de dividende, de rétribu-

1. Voir à ce sujet M. Durand. *Le crédit agricole*. Maurice Block. *Une crise de la propriété rurale en Allemagne*. M. Mabilieu. *La prévoyance sociale en Italie*.

2. Durand. *Le crédit agricole*.

3. *Das landwirtschaftliche Genossenschaftswesen in Deutschland*, Moriz Ertl.

tion d'administrateur, et l'emprunteur doit spécifier ce qu'il compte faire de la somme empruntée.

Ces caisses se sont surtout répandues dans le département des Alpes-Maritimes et des Bouches-du-Rhône tout près de la Banque de Menton.

Mais le groupe le plus nombreux est celui des associations fondées par M. Durand, qui n'admet qu'un type uniforme : La caisse rurale, société en nom collectif avec responsabilité solidaire et illimitée de ses membres, sans capital social et ne s'étendant que sur une commune. C'est absolument la caisse Raiffeisen allemande, avec cette différence toutefois que la durée des prêts est ici moins longue.

Malgré un arrêt du conseil d'Etat du 24 décembre 1874, qui les avait soumises à la patente et qui avait ainsi forcé 200 caisses à se dissoudre, 430 restaient encore au 24 juin 1899 (1). Elles forment une Union dont le siège est à Lyon.

Tel était l'état du crédit agricole en France, lorsque la loi de 1899 est venue encourager ces petites caisses locales à se réunir en associations privilégiées. Ce sera le principal objet de

1. *Bulletin mensuel de l'Union des Caisses rurales*, (juillet 1899). Le numéro d'avril 1900 enregistre la fondation de 31 caisses nouvelles, ce qui donne un total d'environ 450 à 500 caisses faisant partie de ce groupe.

notre étude : la mutualité, qui avait présidé à la fondation des premières associations, sert aussi de base aux secondes.

Mais celles-ci ne furent pas adoptées sans difficultés. Plusieurs projets furent opposés à celui du gouvernement tout de liberté et d'aide mutuelle :

L'un d'eux, sans création nouvelle, voulait tout simplement modifier les statuts de la Banque de France pour la rendre plus accessible aux agriculteurs et à ces petites caisses.

D'autres voulaient créer une grande banque agricole : soit d'Etat, comme ceux de MM. Hubbard et Jaurès, soit particulière comme celui de M. Lévillé.

Nous allons les voir et nous constaterons que la mutualité, avec la précieuse autorité des victoires remportées en Allemagne et en Italie, l'a aussi définitivement emporté chez nous.

CHAPITRE I

Projets divers d'organisation du crédit agricole en France.

I. — *Projet de modification des statuts de la Banque de France en faveur du Crédit agricole.*

Le privilège de la Banque de France expirait le 31 décembre 1897. C'est au cours des discussions qu'amenèrent le quatrième renouvellement de ce privilège que fut agitée la question de savoir, dans quelle mesure et comment cet établissement financier pourrait bien venir en aide au Crédit agricole. Divers amendements furent déposés. Ils demandaient que la Banque de France fit une faveur aux agriculteurs, en admettant le papier agricole à deux signatures seulement (1), et en reculant à 9 mois l'époque

1. On sait que la Banque de France exige, pour faire l'escompte du papier commercial, qu'il soit revêtu de 3 signatures.

d'exigibilité des effets escomptés, ou même davantage, le temps nécessaire à l'agriculteur pour faire sa récolte et la réaliser.

Mais ce projet était illusoire et tous les rapporteurs conclurent à sa non admission (1). Voici quelles en étaient les raisons :

Les deux signatures seulement exigées semblaient, dans la pensée de ceux qui demandaient cette réforme, devoir favoriser les peu fortunés, puisque c'est la troisième signature de l'effet escompté, celle du banquier, qui se paie et qui se paie cher. Mais, comme on l'a fait remarquer, ce n'est là qu'un leurre. La Banque d'Angleterre et la Banque d'Allemagne, données comme exemples, peuvent escompter le billet à deux signatures, mais qu'est-ce qui en profite ? Ce ne sont pas certainement les peu fortunés, qui ne sont pas connus de la Banque, mais, au contraire, une certaine catégorie de clients riches, triés sur le volet. Le taux d'escompte varie suivant la qualité du papier présenté : Le papier de premier ordre est pris avec deux signatures et au taux réduit. Quant au papier plus faible, à Londres on le refuse, en Allemagne on le prend, mais avec une troi-

1. Rapport Burdeau. Rapport Lebon. Rapport Antonin Dubost.

sième signature et un taux plus élevé (1). La Banque de Belgique admet, elle aussi, à Bruxelles et à Anvers, le papier à deux signatures et dans les mêmes conditions. A Anvers, une liste de clients d'élite est dressée chaque année pour cela.

D'un autre côté, il serait inadmissible d'exiger de la Banque, institution privée, qu'elle accepte tout papier avec deux signatures, car le prêteur doit rester seul juge de la responsabilité de son client. Si on le faisait, les risques, qui actuellement sont insignifiants (2), deviendraient beaucoup plus grands. Pour couvrir ses pertes, la Banque serait obligée d'élever le taux de l'escompte dans de grandes proportions, ce qui en rendrait l'accès difficile aux petites transactions où le bénéfice est peu grand, ou bien elle les supporterait et ce serait de nature à porter une grave atteinte au crédit du billet.

L'idée de reculer à neuf mois, ou même davantage, l'époque d'exigibilité des effets escomptés n'était pas beaucoup plus heureuse.

On sait que la Banque de France, fondée en 1800 comme banque ordinaire, devenue, par la loi du 14 avril 1803, seule banque d'émission

1. *Réforme Economique*, février 1900.

2. 100 fr. par million. Rapport Burdeau.

pour Paris (1), était par essence une banque commerciale. Les statuts ont été faits d'après son but. Suffisants pour le commerce, ils ne peuvent bien s'adapter à une forme différente : l'agriculture. La limite de 90 jours, suffisante pour le commerce, ne l'est plus pour l'agriculture. M. Hubbard demandait de reculer cette limite à six mois dans tous les cas ; M. Jaluzot proposait de l'étendre à 9 mois quand il s'agit de papier agricole.

Mais il y avait un inconvénient très grand à ce système. Une grande banque d'émission, qui veut rester solide, doit avoir un portefeuille rapidement réalisable et, pour que son papier ait de la valeur près du public, il faut qu'il soit gagé par une encaisse suffisante. « Toutes les opérations de la Banque, dit M. Dubost dans son rapport au Sénat, reposent sur cette garantie que les effets escomptés seront exactement payés à l'échéance et dans un délai très court, parce qu'ainsi, plus l'échéance est rapprochée, plus le risque est limité : la Banque aura ainsi la quasi certitude que le porteur du billet de banque ne viendra pas en demander le remboursement avant que l'effet escompté ait été payé ».

1. Rapport Antonin Dubost.

Cela est si vrai que, dans la pratique, les quatre-vingt-dix jours d'échéance, que l'on veut doubler ou tripler, sont rarement atteints et on a remarqué que, plus nous avançons et plus le commerce prend de l'extension, plus s'abaisse aussi la limite de la durée du papier.

L'échéance moyenne du portefeuille de la Banque (1) était :

De 1806 à 1815,	de 66 jours.
1816 à 1830,	de 56 —
1831 à 1847,	de 61 —
1848 à 1851,	de 44 —
1852 à 1870,	de 35 —
1871 à 1891,	de 29 —

pour descendre à 26 et 27 jours en 1890 et 1891 (2).

C'est là ce qui permet à la Banque de faire, avec seulement 800 millions de billets, plus de 10 milliards d'affaires par an.

Cette petite quantité de billets relativement à son encaisse lui permet aujourd'hui de mener

1. Rapport Burdeau.

2. En 1897, l'échéance moyenne des effets escomptés est de 27 jours $\frac{1}{3}$ et en 1898, de 27 jours $\frac{1}{2}$. *Revue d'Economie politique*, 1899.

à bien toutes ces affaires commerciales et promptes pour lesquelles elle a été créée.

Etant donné son encaisse elle ne pourra pas accroître à volonté la somme des billets et alors force lui sera de restreindre ses affaires. Si l'on allonge la période de remboursement, pendant laquelle les effets escomptés restent impayés, le danger de la suspension de paiement augmente et devient plus proche. Lorsqu'une banque d'émission est obligée d'y recourir, c'est la perte de confiance de ses clients et, en fait de crédit, c'est la ruine.

« On ne peut, dit M. Rayneri, demander le
« délai de neuf mois à la Banque de France.
« Ce serait la plus grande imprudence d'ouvrir
« chez elle la moindre fissure à des immobili-
« sations. C'est le respect de ces principes qui
« lui a permis de sortir indemne des crises que
« le pays a traversées et lui a assuré un passé
« admirable d'un siècle. Ce n'est pas à elle
« qu'on doit demander des exceptions de ce
« genre. La Banque doit faciliter l'agriculteur
« dans les mêmes conditions que le commer-
« çant et l'industriel ».

Des inconvénients graves venaient donc à

1. *Bulletin du crédit populaire*, 1899,

l'encontre de ce projet. On risquait de perdre une institution très forte ; et tout cela pour des avantages problématiques. Je dis problématiques, car certains de ceux qui les proposaient, en sentaient si bien le danger (1), qu'ils cherchaient à y apporter un remède. C'est ainsi que M. Jaluzot, en demandant l'escompte du papier agricole à neuf mois, proposait que la banque y consacriât 200 millions ; de plus, au lieu de trois signatures, il en aurait fallu quatre et l'escompte du papier agricole aurait été à 1 0/0 au-dessus de celui du commerce. Ces remèdes pouvaient avoir une certaine efficacité, mais alors ils entravaient singulièrement l'exercice du crédit agricole.

On s'est borné à recommander à la Banque l'escompte des effets de commerce souscrits par les syndicats agricoles (2). Car, ainsi que le dit M. Thaller (3), le cercle de personnes dont le papier peut être présenté à l'escompte n'a été élargi qu'en apparence par la loi de 1897. Le décret de janvier 1808 permettait déjà à la Banque d'escompter les effets de commerce souscrits par « toutes personnes notoirement solvables. »

1. M. Jourdan, Chambre *in extenso*, 1897, 1. page 1302.

2. Loi du 17 novembre 1897.

3. *Annuaire de législation française*, 1897, page 115.

A une chose spéciale, le crédit agricole, on a voulu consacrer des organes spéciaux. Les commerçants et les industriels ont, pour leur permettre l'accès de la Banque de France, des intermédiaires. C'est aux agriculteurs qu'il appartient de répandre les organismes qui leur ouvriront les portes de cet établissement : ces organismes, ce seront les caisses régionales de crédit agricole.

II. — *Projet d'une Banque d'Etat.*

Deux projets furent déposés en ce sens : L'un, par M. Hubbard (1), lorsqu'en 1892 fut discuté le projet de loi sur les banques locales de crédit agricole (2).

L'autre par M. Jaurès, en 1897 (3), lorsque fut discuté le renouvellement du privilège de la Banque de France.

Projet de M. Hubbard. — Au projet de M. Méline qui instituait les petites banques locales, libres, mutuelles, que nous avons vues, M. Hubbard opposa, sous forme d'amendement,

1. *Officiel* 18 juin 1892.

2. Projet qui a abouti à la loi de 1894.

3. *Officiel* du 17 juin.

un projet, qui se réclamait de la mutualité, et qui, en réalité, était un système étatiste d'organisation du crédit agricole. C'était du socialisme d'Etat(1).

Il voulait, dans chaque canton, un comptoir cantonnal organisé. Ce comptoir cantonnal eût été administré par un conseil cantonnal composé de douze contrôleurs ou trustees. Ces conseillers cantonnaux auraient été élus par les agriculteurs du canton, adhérents au comptoir cantonnal. Ils auraient délégué deux d'entr'eux à un grand conseil composé de 6.000 trustees pour toute la France. C'eût été le conseil d'Escompte. A côté d'eux auraient été un gouverneur et un sous-gouverneur nommés par l'Etat.

Cette banque aurait émis des billets de 1000 francs..., 50 francs..., et 3 francs, portant intérêts.

Pour être membre du comptoir cantonnal, il aurait fallu se faire inscrire et verser 20 ou 50 francs.

Ce projet était aussi grandiose que chimérique, et c'est avec raison qu'on proposait à son auteur d'affecter la galerie des machines à cette assemblée de 6.000 membres.

1. M. Hubbard faisait volontairement cette confusion : « Somme toute, dit-il, c'est du crédit socialiste que vous voulez faire, de la solidarité, de l'engagement mutuel ».

De plus l'association, que voulait fonder M. Hubbard, était une association obligatoire ; et l'association ne s'établit qu'entre personnes qui se connaissent bien. Et le comptoir cantonal ne sera pas responsable seulement des déficits provenant des opérations réalisées dans le canton, mais d'une partie du tout.

En effet les pertes seront subies :

1/5 par le fond de réserve du comptoir central.

1/5 par le fond de réserve du comptoir cantonal.

1/5 par les délégués du comptoir cantonal.

1/5 par les administrateurs du comptoir cantonal ou national.

1/5 par tous les membres du comptoir national. C'est-à-dire que tous les affiliés s'engageront d'une manière illimitée, et cela, avec des personnes qu'ils ne connaissent même pas.

Il y aurait eu bien peu de personnes à apporter les 20 ou 50 francs demandés. Beaucoup peut-être ne l'auraient pas pu ou n'auraient pas voulu risquer, même une aussi petite somme, dans une entreprise aussi chimérique. Il n'y aurait eu que ceux qui, n'ayant rien, ne risquent rien et veulent obtenir un prêt, qu'ils ont du reste l'intention de ne jamais rembourser.

2° *Projet de M. Jaurès.* — Un autre projet beaucoup plus sérieux de banque d'Etat fut déposé par M. Jaurès. Il demandait la création d'une grande Banque d'Etat de crédit agricole. Elle sera administrée par des représentants de l'Etat et des délégués de conseils agricoles. Cette banque escomptera le papier des cultivateurs à échéance de 3 mois, de plus elle fera aux cultivateurs des prêts d'une durée variable, selon la nature des opérations agricoles, sans que toutefois ces prêts puissent s'étendre à plus de dix ans, et pour des opérations agricoles seulement.

Ils seront accordés après avis d'un conseil agricole cantonal, élu au suffrage universel, des cultivateurs et formé de dix délégués. Ils seront consentis à un intérêt de 2 pour 0/0. Cet intérêt sera abaissé à 1 1/2 pour 0/0 pour les syndicats de cultivateurs formés en vue de travaux collectifs d'améliorations agricoles.

La Banque aurait eu un privilège primant celui du propriétaire. Et pour faire face à ses opérations, la Banque agricole aurait reçu de la Banque de France :

1° Une avance de 50 millions, analogue à celle qui était prévue dans le contrat de renouvellement du privilège de la Banque de France et qui était de 40 millions, et de plus ;

2° Une avance en billets de banque de 500 millions, à 1 pour 0/0 d'intérêt, faite par la Banque de France. Elle aurait aussi été autorisée à émettre des obligations. La différence entre l'intérêt servi par la Banque pour ses obligations et l'intérêt de 2 pour 0/0 exigé par elle des cultivateurs sera couverte, s'il est nécessaire, par une subvention de l'Etat.

Cette banque, outre les inconvénients de toute banque centrale que nous verrons plus loin à propos du projet de M. Lévêillé, en présentait d'autres plus graves encore. Et le congrès de Lille (1), dans sa séance du 7 avril, s'est élevé à juste titre contre la fondation d'une telle banque à dotation d'Etat ou à garantie d'intérêt d'Etat, parce que ce serait :

1° Une erreur économique, comme excédant les limites de l'intervention légitime de l'Etat et de nature à affaiblir encore l'esprit d'initiative et d'associations libres déjà si insuffisant dans le pays.

2° Une concession inopportune en l'état actuel des faits au socialisme d'Etat.

3° Une cause nouvelle de dépenses publiques qui s'élargiraient infailliblement au détriment des finances de l'Etat.

1. Rapport de M. Blondel au Congrès de Lille.

4° Une organisation artificielle, susceptible de favoriser l'éclosion d'associations non viables et de soutenir le fonctionnement d'associations privilégiées par faveur politique, et de retarder la formation naturelle des caisses centrales à naître d'une croissance normale des associations corporatives locales.

M. Jaurès du reste ne cachait pas la portée politique de cette banque, puisqu'il voulait aller contre le péril que présentent les petites mutualités agricoles, qui offrent un point d'appui trop solide aux influences terriennes ; et pour cela il ne craignait pas de demander 500 millions à la Banque de France, 500 millions ayant pour garantie des obligations immobilières. C'était mettre en péril le crédit de cette dernière. C'eût été bien vite une vaste institution politique, dont les contribuables auraient payé les erreurs ou les complaisances financières.

Sans doute le projet du gouvernement, comme le dit M. Jaurès, s'achemine vers une organisation centrale, mais il a à sa base la solidarité, la responsabilité pécuniaire et sérieuse des individualités qui la composent ; c'est là le gage d'une bonne administration. Le projet de M. Jaurès, au contraire, part du sommet de cette organisation centrale, mais avec

l'irresponsabilité pécuniaire de tous ses membres. Là est le grand vice originel : c'est là où on arrive toujours lorsque l'on veut mêler la politique dans les affaires.

III. — *Projet d'une banque centrale de* *M. Léveillé.*

Il voulait aussi une banque centrale (1), mais ce n'est plus une banque d'Etat, c'est une banque particulière : elle présentera déjà cet avantage sur l'autre, c'est qu'elle risque ses propres capitaux et non ceux des contribuables et qu'elle ne pourra pas combler indéfiniment le découvert comme la première avec l'argent de ces derniers.

Cette grande Banque agricole sera à côté de la Banque de France et elle en sera comme la fille. Dotée par elle, elle en sera cependant bien distincte, mais lui demandera un appui matériel et moral. La Banque de France la mettra au monde en lui consacrant 60 millions, chiffre de ses résér-

1. *Journal Officiel*, séance du 22 juin 1897, 1^{er} rapport de M. Léveillé à propos de la prorogation du privilège des Banques coloniales.

ves disponibles. Ce sera là le capital action de la nouvelle banque, son capital de garantie. Contre un loyer raisonnable, elle lui prêtera ses locaux, ses succursales. C'est donc une alliance complète.

De plus elle serait chargée de guider ses premiers pas, et dans le conseil d'administration de la Banque agricole seraient entrés des régents de la Banque de France.

Cette banque aurait puisé ses ressources dans des bons à échéance et le réescompte du papier agricole à la Banque de France (1). C'était une occasion de fonder, avec le minimum de frais, cette grande banque agricole qui était nécessaire.

Ce projet n'était pas un projet chimérique ; il était basé sur des réalités existantes. M. Léveillé prenait comme exemple les banques coloniales. C'étaient elles qu'il voulait utiliser, en leur retirant la faculté d'émission de billets à vue, faculté qui avait été désastreuse pour elles.

Elles ont été fondées par une loi de 1851 pour venir en aide aux colons privés de leurs

1. Elles sont restées comme ressources des nouvelles banques régionales et nous les y étudierons.

travailleurs ordinaires par l'abolition de l'esclavage. Mais, alors qu'on avait surtout en vue des établissements ou un établissement qui puisse fournir le crédit personnel, le seul accessible à tous et forcément le moins cher, les banques coloniales ne font presque que du crédit sur gage, du crédit réel mobilier. Du reste M. Lèveillé le disait lui-même : Pour lui, la branche la plus importante du crédit agricole, c'est le crédit agricole réel.

Ces banques locales à qui ont-elles servi, à qui servent-elles ? Aux grands propriétaires, aux commerçants.

Nous ne croyons pas que ces colons, dont parle M. Lèveillé, qui venaient en Europe dépenser leurs économies, et ne s'en retournaient dans leur île qu'après avoir vu le fond de leur caisse, soient comparables à ces petits agriculteurs-propriétaires, pour qui le crédit réel est trop cher et à qui on veut venir en aide.

D'un autre côté, il semble bien que le moment ne soit pas encore venu pour un grand établissement de crédit agricole central. Les échecs successifs ont déjà été si nombreux, que la confiance en est ébranlée chez nous. Le papier agri-

cole, à tort ou à raison, paraît, à celui qui le possède, plus dangereux qu'un autre.

La chute malheureuse de la Banque de crédit agricole de 1860 est encore présente à tous les souvenirs. Sans doute dira-t-on, c'est l'affaire égyptienne qui a perdu la Banque agricole, mais le public est aveugle et la confiance ne se raisonne pas. Du reste, les conditions ne sont pas tellement changées depuis cette époque, surtout dans les campagnes, pour que les mêmes causes d'insuccès ne subsistent pas.

Une nouvelle tentative d'association centrale a été faite dernièrement. On promettait des bénéfices très élevés aux déposants, trop élevés. Elle a échoué même avant d'avoir vécu.

Une grande banque centrale sera placée trop loin de l'agriculteur pour faire sérieusement du crédit agricole. Dans les premiers temps surtout, il y aura peu de papier agricole, ses affaires seront trop restreintes pour une administration qui lui coûtera aussi cher. Il ne faut pas oublier que c'est une société visant un bénéfice. Ce qui a perdu en 1860 la Banque agricole, c'est le manque d'affaires agricoles, le manque de bénéfices. Plutôt que de faire des affaires agricoles, qui l'auraient amenée à des pertes certaines ou simplement douteuses, elle aimait

mieux ne pas en faire et se lancer dans des spéculations étrangères.

Les choses ne sont plus les mêmes actuellement, dira-t-on, maintenant que les moyens de communication ont pénétré partout et permettent de se mieux renseigner, et que les succursales de la Banque de France existent partout. Mais à cette époque il existait aussi des correspondants partout, non seulement aux chefs-lieux des départements, mais dans les chefs-lieux de canton et dans les localités où se tenaient les foires et marchés. En 1890, il y avait plus de 500 correspondants et, au 31 septembre 1872, 17 agences (1). Sans doute la Banque agricole aurait eu des succursales et de nombreuses succursales dans les départements, mais le grand inconvénient est qu'elles ne sont pas responsables : la banque seule l'est. Et alors, ou bien la banque ne fera du crédit qu'à ceux qui ont une surface certaine, sûre, avérée, ce qui éliminerait beaucoup de gens qui en ont besoin, ceux qui en ont le plus besoin ; ou bien la banque aura un service de renseignements pour aider son comité d'escompte, mais ces enquêtes lui coûteront très cher et elle se heurterait là à une difficulté spéciale.

1. M. Josseau. *Dictionnaire des Finances*.

Les paysans (1), a-t-on dit, et cela est très vrai, n'ont pas l'habitude de se desservir, et, si leur responsabilité pécuniaire n'est pas engagée, il est probable que les renseignements n'auront aucune valeur. Les agriculteurs qui viendront demander un prêt à la banque sont des paysans qui cachent avec un soin jaloux leur vraie situation.

C'est à cela que le Gouvernement a pensé lorsqu'il a présenté son projet des caisses régionales, qui prennent justement une force toute nouvelle dans cette même responsabilité, qui fait défaut aux succursales de la banque centrale, et qui par là supprimeront ou faciliteront bien les enquêtes, car chacun de leurs membres est directement intéressé à la solvabilité de l'emprunteur.

Nous allons l'étudier.

1. M. Méline. *Chambre des députés*, séance du 17 juin 1897.

CHAPITRE II

Les Caisses régionales de Crédit agricole. Leur étude au point de vue économique.

La commission agricole présidée par M. Méline, après avoir quelque temps caressé l'idée d'une grande banque centrale agricole, l'a définitivement abandonnée, et le dernier projet auquel s'est rallié le gouvernement, admet des Caisses régionales fondées, formées par les banques locales et composées des seuls agriculteurs d'après la loi de 1884 sur les syndicats (1).

La caisse régionale, au point de vue économique, est une banque limitant ses opérations à une certaine étendue de territoire qu'elle détermine elle-même. Toutes facilités lui sont données pour sa constitution ; mais c'est une banque particulière, qui ne pourra faire qu'une certaine partie des opérations ordinaires et avec des clients spéciaux : les seules banques locales de

1. Rapport de M. Jean Codet député, 1898, n° 3109.

crédit agricole de la région, comme nous le verrons dans la discussion de la loi. De même que la mutualité est à la base de la plupart des caisses locales, de même elle est à la base des caisses régionales : c'est une association de professionnels (agriculteurs), qui mettent en commun leur responsabilité pour arriver plus facilement à obtenir des fonds par la confiance qu'ils inspirent.

Mais quel sera leur rôle au point de vue économique ? Le Congrès d'Angoulême (1) voulait que la loi précisât bien l'objet des caisses régionales qui doit être triple : Avances aux sociétés locales et réescompte de leur portefeuille ; réception de leur excédent de caisse. Aide à la diffusion du crédit agricole.

M. Méline, qui fut le promoteur du projet, voulait que ces banques deviennent le tuteur naturel des banques locales, leur directeur, qu'elles aient pour mission de susciter au-dessous d'elles des créations nouvelles.

Leur rôle sera donc triple :

1° Elles agiront comme dispensateur et régulateur du crédit aux caisses locales.

1. X^e Congrès.

2° Elles auront la direction supérieure et le contrôle de ces mêmes caisses.

3° Elles devront aider à la diffusion du crédit.

Nous allons examiner ces divers points :

1. — *La caisse régionale considérée comme dispensateur et régulateur du crédit.*

Comme telle la caisse régionale fera des avances aux sociétés locales au moyen des fonds qu'elle pourra recueillir, recevra leurs excédents de caisse et fera le réescompte du papier de leurs membres.

Les avances aux sociétés locales, tel est le but premier pour lequel elles ont été créées. Elles joueront le rôle d'intermédiaire entre l'Etat qui prête et la caisse locale à qui doit revenir le prêt.

Mais quelles seront les avances faites par l'Etat ?

Les articles 5 et 7 de la loi du 17 décembre 1897, qui proroge jusqu'en 1911 ou 1920, le privilège de la Banque de France, portent :

Art. 5. « — A partir du 1^{er} janvier et jusques et y
« compris l'année 1920, la Banque versera à
« l'Etat, chaque année et par semestre, une redevance égale au huitième du taux de l'escompte

« par le chiffre de la circulation productive,
« sans qu'elle puisse jamais être inférieure à
« deux millions de francs. Pour la fixation de
« cette redevance, la moyenne annuelle de la
« circulation productive sera calculée telle qu'elle
« est déterminée pour l'application de la loi du
« 13 juin 1878. Le premier paiement semestriel
« sera exigible quinze jours après l'expiration
« du semestre dans lequel la loi aura été pro-
« mulguée, les autres paiements s'effectuant le
« 15 janvier et le 15 juillet de chaque année, le
« dernier devant avoir lieu le 15 janvier 1921 ».

Art. 7. — « Est approuvée la convention du
« 31 octobre 1896, en vertu de laquelle, indépen-
« damment des 140 millions spécifiés à l'article
« 6, la Banque s'engage à mettre à la disposition
« de l'Etat, sans intérêt et pour toute la durée
« de son privilège, une nouvelle avance de 40
« millions de francs. Cette convention est dis-
« pensée du droit de timbre et d'enregistre-
« ment ».

L'État intervient donc sous deux aspects :

1° Comme prêteur indirect, pour les capitaux actuellement disponibles, c'est-à-dire pour les quarante millions. C'est la Banque qui lui prête cet argent, qu'il prête lui-même aux caisses

régionales, mais dont il devra retour à la Banque.

2° Comme prêteur direct, pour ceux qui ne sont pas encore entre ses mains, mais qui doivent lui revenir chaque année, c'est-à-dire pour la redevance annuelle de la Banque de France égale au $\frac{1}{8}$ du taux de l'escompte par la circulation productive et dont le minimum est de 2 millions. Ce sont des fonds qui lui appartiennent et dont il ne devra pas retour à la Banque.

Cette redevance a atteint en 1897, 2.742.314 fr.

— en 1898, 3.242.899 fr.

Au 1^{er} semestre de 1899, 2.381.416 fr.
soit un total de 8.366.630 fr. jusqu'au 2^e semestre de 1899 : ce qui donne, ajouté aux 40 millions, une somme de 48.366.630 fr., que l'Etat peut mettre à la disposition des caisses régionales.

Mais la Convention avec la Banque de France durera au moins jusqu'au 31 décembre 1912. M. Georges Michel (1) dit que, pour évaluer approximativement ce que devra être cette redevance annuelle, il faut prendre comme base l'année 1897, pendant laquelle l'escompte est

1. Georges Michel. *Le Crédit agricole Français*, décembre 1899.

resté à un taux normal, tandis que, dans les années 1898 et 1899, ce taux a été élevé à 3 p. 0/0 pendant un temps assez long. Nous sommes donc amenés à avoir au total, depuis le deuxième semestre de 1899 à 1912, une somme de 34.275.000 fr. Les avances de l'Etat, pendant cette période de 1897 à 1912, s'élèveront donc environ à la somme de 82 millions 1/2 (exactement 82.041,630 fr.).

L'Etat est prêteur, mais là se borne son rôle : il n'a pas voulu faire un don et ces avances devront lui être remboursées. Cependant il fait des conditions spéciales à ses emprunteurs. Les avances sont sans intérêt. On a beaucoup crié contre ce privilège et ce sont les intéressés eux-mêmes, ou du moins leurs protecteurs autorisés, qui ont voulu en rejeter le principe, disant que ce serait plus nuisible qu'utile aux agriculteurs et que ce serait dangereux pour l'Etat et les contribuables d'entrer dans cette voie.

Mais cependant on était d'accord pour demander à l'Etat une faveur. Le Congrès (1) lui-même voulait que : « L'Etat prélevât un intérêt, « inférieur de 1 p. 0/0 au taux d'escompte de la « Banque de France, sur les avances à accorder

1. Congrès d'Angoulême.

« aux Caisses Régionales, et que le produit en soit
« affecté à la constitution d'un fond de réserve
« destiné à parer aux éventualités actuelles ».

D'un autre côté le *Bulletin de l'Union des Caisses rurales* et ouvrières (1) s'exprime ainsi : « On a reproché à l'Etat d'avoir fait une
« concession au socialisme en prêtant ses capi-
« taux sans intérêt. A notre avis cette disposi-
« tion de la loi n'a pas l'importance qu'on lui
« prête. Quand l'Etat fait à l'industrie privée
« l'avance de deniers publics, il importe peu
« qu'il lui prête avec ou sans intérêt. Au point
« de vue des principes la situation est la
« même ».

C'est que l'Etat ne prête pas des capitaux à tous les agriculteurs qui vont lui en demander. Avant de rien prêter, il exige de ceux-là mêmes qui veulent emprunter, qu'ils réunissent un capital au moins égal à celui qu'ils demandent. Ceux-là seuls pourront donc emprunter, qui auront déjà une saine notion de la valeur de l'argent. De plus, ce n'est pas à des individus pris séparément que l'Etat consentira un prêt, mais à des associations d'individus, tous garants les uns des autres, et qui ne pourront espérer dans

1. *Bulletin*, 1899.

ce prêt un gain immédiat, mais seulement le moyen d'en réaliser un.

Toutefois, bien que les bénéfices soient interdits comme but direct, à ces nouvelles sociétés, il pourrait se faire que quelque société de spéculateurs se glissât parmi elles, puisque les bénéfices, qui seront réalisés pendant la durée de la société, peuvent être distribués à sa dissolution. Le but serait alors de réaliser le plus vite possible de gros bénéfices afin de dissoudre et de partager l'actif.

Mais, comme nous le verrons, la loi est assez sévère pour recruter les sociétaires. Le nombre de ceux qui peuvent l'être jusqu'ici en est si restreint qu'il amenait à la Chambre cette critique : Vous faites une loi pour 100.000 ou 200.000 hommes seulement (1). Et l'Etat garde sur les caisses, auxquelles il fait des avances, un droit de contrôle et de surveillance. Peut-on reprocher à une telle loi d'avoir fait une concession au socialisme ; il semble plutôt que le législateur ait péché par excès de timidité.

Du reste, la loi fait des avances sans intérêt

1. M. le comte de Rocquigny. *Les syndicats agricoles*. — Il faut évaluer à environ 800.000 le nombre des membres des syndicats agricoles.

aux Caisses Régionales, mais celles-ci devront-elles agir de même vis-à-vis des caisses locales ?

Sans doute un taux d'intérêt trop élevé serait contraire au but que l'on se propose, mais ces caisses peuvent très bien, devront même demander un taux d'intérêt normal des fonds qu'elles prêtent. Le bénéfice qui en résultera pour elles, servira à couvrir leurs frais et à constituer un fonds de garantie contre les mauvais risques. Et le danger ainsi signalé plus haut sera évité. Sans cela qu'arriverait-il ?

« Si la caisse régionale offrait aux caisses
« locales les capitaux à un taux inférieur à celui
« auquel elles peuvent normalement s'en pro-
« curer sur place, dans leur propre commune, il
« est bien évident que les caisses locales préfé-
« reraient prendre l'argent qu'on leur offre, sans
« peine et à bon marché, plutôt que de chercher
« à recueillir les épargnes locales, qui leur
« coûteraient plus cher et exigeraient un
« effort (1).

Ce serait alors une demande incessante de la part des caisses locales qui réclameraient de la caisse régionale tous les fonds nécessaires à

1. *Bulletin de l'Union des Caisses rurales*, 1899.

leur fonctionnement et ainsi seraient vite épuisées les avances de l'État. La caisse régionale, qui n'a pu faire ces prêts à un taux de faveur que grâce aux avances gratuites de l'Etat, serait bien vite obligée de remonter d'une façon sensible le taux d'intérêt de ces avances, de l'élever même au-dessus du taux ordinaire, puisqu'il lui faudrait emprunter à ce taux et de plus couvrir ses frais. Ce n'est donc pas la subvention de l'Etat qui pourra lui permettre de baisser d'une façon sûre le taux moyen des prêts en faveur de l'agriculture. Que sont en effet ces 82 millions 1/2 près des sommes dépensées annuellement en entreprises agricoles !

C'est d'un autre côté que les Caisses Régionales sont destinées à agir plus efficacement. Lorsque, grâce aux avances de l'Etat et des quelques particuliers qui auront bien voulu leur confier des fonds, elles auront franchi le premier pas, se seront fait connaître et auront inspiré la confiance, ce qui sera peut-être long, car la confiance est lente à venir, mais arrivera sûrement pour les caisses bien dirigées, les précédents le prouvent ; elles verront alors s'ouvrir devant elles une source de profits bien plus grands que les avances de l'Etat et qui leur est de beaucoup

préférable au point de vue économique, je veux parler des dépôts d'épargne qui leur viendront, soit des caisses rurales associées, soit des caisses d'épargne (1) elles-mêmes, soit des particuliers.

Les caisses régionales sont là en effet pour recevoir les excédents des Caisses locales. Celles-ci sont libres de recevoir autant de dépôts qu'elles veulent puisqu'elles peuvent librement en fixer le maximum dans leurs statuts. Elles pourront donc, à un moment donné, avoir plus de dépôts qu'il ne leur en faut. La caisse régionale pourra les prendre et ne pas les laisser improductifs. Car, pendant que telle caisse a un excédent de capitaux, telle autre voisine peut au contraire en manquer momentanément. La caisse régionale, sous sa responsabilité, servira d'intermédiaire entre les deux : dépositaire ici, prêteur là. Et, par elle, le déposant aura une double garantie, celle de l'emprunteur et de l'intermédiaire. Telle caisse rurale qui n'oserait peut-être pas prêter à une caisse voisine, qu'elle ne connaît pas assez, n'hésitera pas à le faire lorsqu'elle aura la garantie de la caisse régionale.

1. Eugène Rostand. *Le concours des Caisses d'épargne au Crédit agricole.*

Les Caisses d'épargne elles-mêmes pourront apporter en capitaux un appoint assez considérable aux Caisses régionales. On sait que l'épargne française atteint plusieurs milliards par an. Ces fonds sont déposés à des Caisses qui doivent les employer en valeurs d'État ou garanties par l'Etat. L'intérêt servi aux déposants est par suite minime, mais elles inspirent toute confiance, et on y vient parce que l'on croit ses capitaux en toute sûreté.

Depuis longtemps on s'est élevé contre cet emploi centralisateur des fonds et une loi du 21 juillet 1895 est venue faire une concession à ces justes réclamations. On demandait le libre emploi des capitaux des Caisses d'épargne, du moins pour leur fortune personnelle : La loi ne l'a pas permis, mais elle autorise cependant ces dernières à employer la totalité du revenu et le cinquième du capital de cette fortune en « prêts aux Sociétés coopératives de crédit, ou à la garantie d'opérations d'escompte de ces sociétés ».

Et cette nouvelle source de capitaux n'est point à dédaigner. En effet la fortune de ces caisses atteignait, au 31 décembre 1897, le chiffre de 118.559.774 fr. en augmentation de 6 millions 1/2 sur l'année 1896. Si, pendant les années 1898

et 1899, l'augmentation a été la même cela fait une fortune d'environ 131 à 132 millions dont le $\frac{1}{5}$, c'est-à-dire environ 26 millions, peut être mis à la disposition des caisses régionales à un intérêt peu élevé, $3\frac{1}{2}$ 0/0. De plus, cette fortune personnelle porte tous les ans un intérêt, qui, aux termes de la loi, peut être mis entièrement à la disposition des Caisses régionales. Cet intérêt a été en 1897 de 3.056,251 francs, et si la fortune augmente de 6 millions à 6 millions $\frac{1}{2}$ par an, son revenu augmente d'au moins 180.000 francs. C'est donc là une nouvelle ressource d'environ 40 millions jusqu'en 1913(1).

Toutes ces ressources réunies forment déjà un chiffre assez élevé, mais, de plus, les caisses régionales elles-mêmes fonctionneront comme caisses d'épargne et recevront des dépôts. Ce que la loi de 1895 n'a pas osé faire, la pratique le fera peut-être, et parmi ceux qui portaient leur argent aux caisses d'épargne, certains pourront l'apporter aux Caisses Régionales. Et là il n'y a pas de limite théorique aux dépôts, si ce n'est toutefois la limite imposée par le mouvement des affaires, car, comme on le verra, chaque caisse ne peut recevoir en dépôts que jusqu'à

1. *Economiste Français*. décembre 1899.

concurrence des $3/4$ des effets qu'elle a en portefeuille. Tout dépend donc du mouvement d'affaires de la Caisse, et, pour certaines, ces dépôts, pourront être considérables.

Parmi les particuliers, certains seront plus spécialement amenés à faire là leurs dépôts : ce sont les associés. Ils y seront amenés, car ils auront avantage à déposer leurs capitaux là où, à un moment donné, et s'ils en ont besoin, on pourra leur faire des prêts d'autant plus considérables qu'ils y auront plus de capitaux et à un taux moindre qu'ailleurs. Intérêt de dépôt le même qu'ailleurs, intérêt d'emprunt moins élevé : tel sera pour eux le résultat. Et pour ces emprunts il n'y aura plus besoin de fournir de caution ou de gage, les fonds déposés garantiront les emprunts et au delà. Et il faut compter ici avec la force de l'habitude : tel individu, faisant des affaires avec une caisse qu'il connaît et où il est connu, aimera mieux les faire toutes avec elle que d'aller là où il n'est pas connu.

Certaines caisses locales peuvent même obliger leurs associés à faire le dépôt de leur épargne à la caisse commune, sous peine d'exclusion. Là paraît bien être le véritable esprit des caisses Raiffeisen ; c'est le principe de la mutualité, de

la solidarité poussé jusqu'au bout : tout pour tous, tous pour tout. Solidarité complète entre les membres : il ne doit pas être permis à un associé de distraire de la caisse commune, pour la porter à une autre, une partie de la fortune dont il est tenu *in infinitum* envers ses coassociés.

Quant aux particuliers qui n'ont pas intérêt à déposer leurs fonds ici plutôt que là, aux caisses d'épargne plutôt qu'aux caisses rurales, et qui auraient hésité à les confier à une caisse rurale, ils pourront peut-être les déposer plus facilement à la Caisse régionale qui leur offrira plus de garanties. Depuis longtemps l'énorme compte des Caisses d'épargne, s'il fallait le solder, peut effrayer à juste titre ceux qui ont étudié la question. En 1870, le total des dépôts des Caisses d'épargne ne représentait pas 700 millions et il fallut successivement, à partir du 17 septembre, proroger de mois en mois les remboursements et les effectuer par fractions de 50 francs. Que serait-ce donc aujourd'hui que les dépôts atteignent le chiffre d'au moins 3 milliards 1/2 ?

De plus, l'expérience a montré, aussi bien en

1. *Bulletin du Centre Fédératif*, 1897.

France qu'à l'étranger, aussi bien là où l'emploi des fonds d'épargne est strictement limité que là où il est libre, que de tels dépôts étaient sûrs et que l'épargne des petits pouvait y aller sans crainte d'être perdue.

C'est donc à l'épargne que les Caisses Régionales devront demander leurs capitaux, imitant en cela les associations allemandes et italiennes. Malheureusement, en France, nous avons été habitués à un système d'épargne centralisateur. Les caisses d'épargne emploient tous leurs fonds en valeurs d'État ou garanties par lui. L'État a vu jusqu'ici ces dépôts d'un bon œil, car ils font monter le cours de la rente et lui fournissent des capitaux ; les administrateurs eux-mêmes aiment mieux dégager ainsi leur responsabilité par un placement facile. Mais les Caisses Régionales, si elles réussissent, pourront aider à la décentralisation déjà commencée par la loi de 1895. Elles viendront débarrasser l'État de cette lourde charge qui pèse sur lui. Et l'épargne, comme en Allemagne, comme en Italie (1), au lieu d'être drainée des campagnes vers les villes, des villes vers un centre, retournera à la terre d'où elle est sortie,

1. Eugène Rostand, ouvrage cité.

ira féconder les entreprises locales. C'est le but poursuivi depuis longtemps et qui n'a pu être atteint; peut-être les caisses régionales y aideront-elles efficacement.

Mais, par la création des Banques régionales, M. Méline s'est surtout proposé de venir en aide aux institutions locales en réescomptant leur papier. « Elles sont utiles, a-t-on dit, comme les banquiers à la Banque de France. » On n'a pas voulu de Banque centrale agricole, mais on a voulu créer des organes qui permettront au papier agricole d'avoir accès, comme le papier commercial, près de la Banque de France. Ces organes, qui vont ouvrir aux agriculteurs les portes de la Banque de France, comme les banquiers le font aux commerçants, ce sont les caisses régionales.

Un commerçant, qui veut faire escompter un effet de commerce, le porte, revêtu de sa signature et de celle de son acheteur, à un banquier qui lui escompte et le fait lui-même escompter par la Banque de France.

Jusqu'ici quelques rares agriculteurs, les éleveurs, pouvaient se contenter du terme de trois mois imposé par la Banque, mais maintenant une plus grande latitude leur sera laissée. En effet l'agriculteur, qui voudra emprunter, fera

escompter son billet par la caisse rurale, ce qui fera deux signatures. La caisse rurale pourra le garder quelque temps et le fera escompter par la caisse régionale, qui agira de même vis-à-vis de la Banque de France. Et le délai de trois mois sera augmenté d'autant.

La troisième signature pour le commerçant est celle du banquier, c'est celle-là qui se paie d'autant plus cher que celui qui vient la demander possède moins de crédit ou de surface, est moins fortuné. Pour l'agriculteur cette troisième signature sera donnée par la société de Crédit et au meilleur marché possible, même à ceux qui ne l'obtiendraient peut-être pas d'un banquier ; car celui-ci n'aurait que la garantie du client, la caisse régionale aura de plus celle de tous les coassociés. Les risques étant moins grands, les pertes le seront moins et le taux d'escompte en sera diminué d'autant.

Aussi est-ce à tort que M. Milliès Lacroix reprochait à la commission d'avoir songé à « entreprendre l'œuvre du crédit agricole par le milieu » (1). La base existait : ce sont les caisses locales, on ne faisait qu'édifier le premier étage

1. Sénat. Séance de mars 1899.

au lieu de commencer par le sommet comme il le proposait.

II. — *La caisse régionale, organe de contrôle et de surveillance.*

Mais ces fonds, qu'ils viennent des avances de l'Etat ou de l'épargne, ne sont pas à la caisse régionale ; on lui prête, mais il faudra qu'elle les rende. Elle les prête elle-même aux caisses locales, soit par prêts directs, soit sous forme d'es-compte. De même que les caisses locales ont à surveiller les prêts qu'elles font à leurs membres, de même les caisses Régionales ont à voir si les caisses locales observent bien les prescriptions et font un contrôle sérieux de leurs membres, si leurs prêts ne sont que des prêts à des agriculteurs et ayant pour objet des opérations agricoles, car elles en sont responsables et pour cette raison doivent se soumettre au contrôle de l'Etat. Il se formera donc ainsi une triple échelle de contrôle : Contrôle de l'Etat sur les caisses Régionales, de celles-ci sur les caisses locales et enfin de ces dernières sur leurs sociétaires.

La surveillance des caisses locales sur les

prêts qu'elles font à leurs membres est facile : elles sont placées près d'eux et chaque sociétaire responsable est un organe de surveillance puisque ces banques sont mutuelles. Chaque caisse locale pourrait jouer le même rôle vis-à-vis de la caisse régionale, mais ce serait déjà beaucoup plus difficile. Ce sera à la caisse régionale de déterminer dans ses statuts, qu'elle a toute latitude pour élaborer, les moyens de surveillance sur les caisses locales.

Elle est responsable vis-à-vis de l'Etat des prêts que celui-ci lui a fait et devra rendre compte de la destination qui a été donnée à ces avances. Une commission chargée de fixer les moyens de contrôle et de surveillance n'a pas encore rendu son arrêt.

La situation sera très délicate ici, car il importe, tout en conservant un contrôle efficace, de ne pas mettre en tutelle les caisses régionales et les caisses locales. Sous prétexte de les surveiller, il ne faut pas leur enlever leur activité, leur vie propre. Le promoteur du projet a voulu créer des individualités agissant séparément ; on s'est refusé à établir par la loi des caisses uniformes (1), dépendant d'un grand

1. 1^{er} projet du gouvernement (art. 4).

organisme central, n'étant que ses subordonnées, ses succursales. Ce que la loi n'a pas voulu faire, le règlement de contrôle et de surveillance ne doit pas le faire.

Un exemple à imiter est celui de l'Allemagne où cette surveillance obligatoire a été organisée par la loi de 1889 (1).

La gestion laissait à désirer dans beaucoup de caisses trop faibles, trop pauvres pour avoir des comptables. La loi de 1889 est venue imposer aux sociétés, dont nous nous occupons, la révision obligatoire. Cette révision a lieu au moins tous les deux ans. Un reviseur ou expert comptable, qui ne fait pas partie de la société, est nommé par le tribunal compétent (celui qui a enregistré la société). Il peut être proposé par le comité directeur de la société, mais le tribunal est libre de l'accepter ou non. C'est lui qui vérifie la gestion, la situation de chaque société, relève et signale les manquements aux prescriptions des statuts, les procédés dangereux, les défauts de prévoyance, enfin il donne des conseils qui font l'objet de véritables discussions publiques,

1. Voir à ce sujet M. Maurice Block. *Une crise de la propriété rurale en Allemagne*. Et *Annuaire de la législation étrangère*, 1889, page 168.

d'autant plus qu'il a le droit de prendre part aux assemblées générales et d'y parler.

Ces fonctions sont donc très importantes, et on comprend qu'en se développant les associations y ont formé des Verbände ou Unions de Révision qui entretiennent des réviseurs qu'elles nomment après y avoir été autorisées. Le réviseur devient alors un spécialiste rétribué : l'union lui accorde un traitement auquel chaque association contribue dans une proportion convenue.

III. — *Propagande créatrice. Aide des caisses régionales à la diffusion du Crédit agricole.*

Un des caractères particuliers des Caisses régionales françaises, qui distingue les sociétés agricoles françaises des sociétés similaires allemandes, c'est le particularisme avec lequel elles ont été composées. Tout le mouvement d'associations actuelles part de la loi de 1884 sur les syndicats professionnels et s'appuie sur cette loi. Les caisses régionales et les caisses locales doivent être exclusivement agricoles. On a retranché du bénéfice de la loi, non pas par hasard mais volontairement, toutes les caisses

ou banques populaires et c'est là ce qui a fait dire qu'on a créé un type bien français de sociétés dont l'idée est dûe au promoteur du projet M. Méline. La caisse locale, la caisse régionale et le syndicat agricole ne fonctionnent que comme liés les uns aux autres. De même que les syndicats agricoles prêteront leur appui aux caisses régionales, de même celles-ci aideront à leur création là où il n'en existe pas. La caisse régionale doublée du syndicat jouera le même rôle qu'en Allemagne, les Unions (Verbände) et leurs caisses centrales (Centralkassen).

Tous les deux ils aideront à la fondation des caisses rurales, car celles-ci sont le rouage nécessaire au crédit agricole tel qu'il est organisé. La caisse régionale ne sera bonne et utile qu'autant qu'elle développera ces centres de vie locale sur lesquels, en définitive, repose tout l'échafaudage actuel du Crédit agricole. La caisse locale est nécessaire à la caisse régionale, puisque c'est par elle seule et pour elle seule qu'elle existe. La caisse locale est l'individualité agissante et pensante dont la caisse régionale n'est que le tuteur.

« Couvrir le territoire d'associations locales
« de crédit rural, sous leurs formes très variées,
« dit M. Rostand, les y acclimater, les fortifier

« tel est le seul moyen exact d'organiser au profit de l'agriculture de notre pays, et de lui distribuer largement à bon marché le véritable et sain crédit, celui de production et d'exploitation, celui d'affranchissement » (1).

Et c'est là une mission, et non la moindre, des Caisses Régionales, car les caisses locales, ainsi qu'on l'a dit, sont en même temps une œuvre de paix, un excellent instrument d'organisation et d'éducation sociales (2). Qu'elles soient fondées sur le principe de la responsabilité limitée ou illimitée de leurs membres, par leur caractère de mutualité elles rapprochent les individus les uns des autres, et par elles on espère arriver à l'apaisement des esprits, à la fin de la lutte du capital contre le travail. Au lieu de prendre comme point d'appui une égalité chimérique et de peu de durée, elles recherchent au contraire ces inégalités forcées, nécessaires, qui existent dans le monde : C'est que la solidarité implique l'inégalité et la diversité des parties, et nous pouvons dire avec M. Gide (3), que « plus les individus seront différenciés, plus la coopération

1. Eugène Rostaud, page 25. *Les concours des Caisses d'épargne au Crédit agricole.*

2. Père Ludovic de Besse.

3. Charles Gide : *L'idée de solidarité.*

sera active ». Par elles le capital, inutile aux uns, ira féconder les entreprises des autres, de ceux-là qui en manquaient justement et à qui l'association a permis seule ou du moins plus rapidement de s'élever par le travail avec les capitaux d'autrui.

Mais les agriculteurs sont souvent de leur naturel assez insoucians. Et il ne règne pas à la campagne cette activité fiévreuse qui fait que, dans les villes, tant d'affaires se brassent en peu de temps. Les paysans sont habitués à se contenter de peu et ils comptent souvent trop sur la nature, trop peu sur eux. Vivant retirés, sans enseignements, sans avoir quelqu'un pour les guider, ils ignorent la force de l'association. Ce sera aux syndicats à les initier à cette force qu'ils ignorent, à la caisse régionale à leur prêter le secours des fonds dont elle pourra disposer.

Les fonds de première installation seront minimes et elle pourra les fournir gratuitement. Mais après, que les nouvelles avances ne soient plus gratuites, car au lieu de favoriser la cause du Crédit agricole la caisse régionale qui agirait ainsi lui nuirait. Elle doit aider au fonctionnement de la caisse locale par une première avance de fonds, lui fournir un fond de roulement, mais moyennant un taux raisonnable; elle ne doit pas lui faire de don.

L'exemple de la Caisse d'Epargne de Marseille est là pour nous montrer l'aide que peut apporter aux individus intelligents et travailleurs l'avance d'une première mise de fonds (1).

Le 30 avril 1896, à l'occasion du soixante-quinzième anniversaire de sa fondation, elle a prélevé sur les revenus de la réserve une somme de 20.000 francs. C'était son droit depuis la loi de 1895. Elle les a affectés à dix prêts, d'une valeur de 2.000 francs, en faveur de dix nouvelles sociétés de crédit agricole qui se fonderaient dans les communes où il y a des succursales de la Caisse d'Epargne. Ces prêts sont à 3 p. 0/0 et à deux ans. L'effet ne s'en est pas fait attendre longtemps; quatre nouvelles caisses du type Raiffeisen francisé se sont fondées à Châteaurenard, Salon, Eyguières, Mallemort.

Trois prêts analogues avaient été consentis avant ceux-ci aux sociétés de Trets, Aix et Puyveau.

C'est donc sept associations dont la Caisse d'épargne de Marseille fut le promoteur. Elles fonctionnent très bien, et même l'une d'elles, la Société d'Aix, a pu rembourser, dès 1897, le prêt fait par la caisse d'épargne.

1. Eugène Rostand, livre cité.

Par ce moyen ingénieux les caisses régionales pourront susciter l'initiative individuelle dans les campagnes. L'exemple (1) gagnera de proche en proche, surtout par l'intermédiaire des Syndicats déjà existants et par la réussite des premières fondations mises sous les yeux de tous. Et une fois que les caisses locales créées, prospères, grâce à une bonne administration et aux conseils de la caisse régionale qui sera là pour guider leurs premiers pas, auront fait comme la société agricole d'Aix, c'est-à-dire remboursé la banque régionale des premières avances qui leur ont été faites, cet argent, devenu à nouveau disponible, ira servir à la création d'une nouvelle caisse jusqu'à ce qu'il en existe partout ; et il sera ainsi possible, avec un capital relativement peu élevé et une active propagande, d'obtenir des effets considérables.

1. La Caisse d'Epargne d'Angoulême vient de modifier ses statuts en vue d'appliquer les dispositions libérales de la loi du 29 juillet 1895. *Bulletin du Crédit populaire*, 1899.

CHAPITRE III

Les Caisses régionales de Crédit agricole au point de vue juridique.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

M. Lourties, dans son rapport au Sénat, s'exprimait ainsi :

« Il y a urgence, dans l'intérêt même de la
« diffusion du Crédit agricole, à créer les orga-
« nismes prévus par la loi du 17 décembre 1897.
« Depuis le 17 décembre 1897, voilà 15 mois
« de perdus, les sommes mises à la disposition
« du Gouvernement pour l'organisation du Cré-
« dit agricole restent improductives car elles
« ne portent pas intérêt. »

Le vote d'urgence avait déjà été demandé à la Chambre des députés et, sur le point de se dissoudre, celle-ci l'avait accordé. Aussi cette loi avait été votée, peut-être pour contenter les électeurs, comme on l'a dit, mais en tout cas sans discussion.

Elle ne retint que peu de temps le Sénat, car elle fut considérée par beaucoup comme une loi nécessaire pour mettre le Crédit agricole à portée des agriculteurs le plus vite possible. Il faut ajouter aussi que toutes les critiques, quoique justes que l'on a pu faire de cette loi en elle-même, ne sont, ainsi s'exprimait le rapporteur, que des critiques de détail, portant sur des réformes qu'il serait facile de faire une fois que la loi fonctionnerait, et qu'elles devaient céder le pas devant la question beaucoup plus importante de l'urgence d'une telle loi.

La loi porte en elle-même les traces de cette hâte avec laquelle elle a été faite. Elle aurait pu facilement édicter de nouvelles mesures apportant des modifications aux lois précédentes : préciser certains points prêtant à controverse (1) ou diminuer certaines garanties surannées (2),

1. C'est ainsi que la loi place les nouvelles Caisses régionales sous le régime de la loi de 1894. Le moment eût été bien choisi pour trancher la difficulté qui partage la doctrine. Bien qu'en grande majorité les opinions les plus compétentes admettent l'autonomie de cette loi, il n'en est pas moins vrai que la question est fort discutée et mérite de l'être. Il eût été facile de s'expliquer à ce sujet.

2. Une réforme urgente entr'autres est nécessaire : L'explication de l'article 6 de la loi de 1894 et l'adoucissement de la pénalité qu'il édicte. Il a contribué à ce que beaucoup

réformes qu'indiquait le rapporteur lui-même.

Mais on voulait faire quelque chose pour l'agriculture, le faire le plus vite possible et la loi fut votée.

La loi ne crée pas les Caisses régionales : elle ne fait qu'en prévoir la création.

« Le projet de loi dit M. Lourties, dans la
« séance du 16 mars, ne crée pas les Caisses
« régionales, en quoi d'ailleurs il fait bien et
« mérite toute approbation, il n'accorde même
« pas de prêts aux Sociétés locales et sur ce
« point encore il a raison. Il se borne à prévoir
« la création des caisses régionales par les inté-
« ressés. »

C'est ce qui fait dire à M. Maurin (1) que la loi est essentiellement énonciative.

L'article 1^{er} dit en effet :

« L'avance de 40 millions de francs et la re-

de sociétés de crédit agricole, au lieu de se placer sous le régime de la loi de 1894, se placent au contraire sous celui de la loi de 1867. Il est vrai que ces mesures sévères, qui visent les administrateurs, ont moins d'importance pour les caisses régionales qui auront à leur tête des administrateurs plus éclairés que ceux des caisses locales. Mais pour assurer le succès des Caisses régionales n'était-il pas nécessaire de faciliter la Création des Caisses locales qui en sont la base ?

1. *Circulaire du Musée social*, 1899.

« devance annuelle à verser au Trésor par la
« Banque de France, en vertu de la convention
« du 31 octobre 1896, approuvée par la loi du
« 17 novembre 1897, sont mises à la disposition
« du Gouvernement pour être attribuées à titre
« d'avances sans intérêts aux Caisses régionales
« de crédit agricole mutuel, qui seront consti-
« tuées d'après les dispositions de la loi du
« 5 novembre 1894. »

Et les six autres articles, supposant ces caisses créées, traitent de leur but, des avances que l'État pourra leur faire et de la réglementation que nécessiteront ces avances.

Elle fait des avantages aux caisses Régionales qui se conformeront aux prescriptions de la nouvelle loi. Ces avantages consisteront en avances gratuites, c'est-à-dire sans intérêts, faites par l'État, en privilèges et immunités fiscales : celles-ci auront donc tout intérêt à s'y conformer. Mais il n'y a là pour elles aucune obligation. Les syndicats et les sociétés locales conservent toute latitude pour s'associer en dehors de la nouvelle loi, conformément au droit commun, mais alors elles perdront le bénéfice de cette même loi.

Les Caisses Régionales qui veulent bénéficier des avances de l'État sont donc soumises à la

loi de 1894, et en plus aux prescriptions de la nouvelle loi.

Nous allons voir la création de ces Caisses Régionales, leurs opérations et leur mode de fonctionnement, ainsi que la situation privilégiée qui leur a été faite.

Mais avant, voyons quelle est la nature juridique de ces associations.

On sait qu'il existe deux sortes de sociétés : Les sociétés civiles et les sociétés commerciales.

C'est là une distinction fondamentale d'une très grande importance. La loi le déclare expressément. Les Caisses Régionales sont des sociétés commerciales.

Les conséquences qui en résultent sont les suivantes :

Elles sont soumises à la comptabilité commerciale. Les contestations entre associés sont de la compétence du tribunal de commerce.

Les Caisses Régionales peuvent être déclarées en liquidation judiciaire ou en faillite. Elles constituent des personnes morales, c'est-à-dire qu'elles sont considérées en droit comme ayant une personnalité distincte de celle de leurs associés, tandis que la question est controversée pour les sociétés civiles.

Enfin, à la dissolution de la société, la res-

pensabilité des associés non liquidateurs, cesse au bout de cinq ans (art. 64 C. Com.).

D'après l'article 1832 du Code civil, la société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun dans la vue de partager un bénéfice qui pourra en résulter. Par suite d'une disposition spéciale qui leur est propre ainsi qu'à toutes les sociétés de crédit agricole, elles diffèrent des sociétés commerciales en ce que les bénéfices réalisés ne sont pas partagés par les membres des Caisses régionales proportionnellement à leurs parts dans la société, mais proportionnellement au chiffre d'affaires qu'ils font avec elle.

Création des Caisses Régionales.

Quelles sont les personnes qui peuvent fonder une Caisse Régionale de Crédit agricole, en être sociétaires ?

Ce sont à la fois et les caisses locales et des individus.

Une assez vive discussion s'est élevée à ce sujet, à propos des caisses locales.

L'art. 1^{er} dit en effet, que les 40 millions de

la banque de France plus la redevance annuelle seront attribués « à des caisses régionales qui « seront constituées d'après les dispositions de « la loi du 5 novembre 1894 ».

Mais les caisses locales sociétaires de ces caisses régionales doivent-elles être elles-mêmes soumises aux prescriptions de la loi de 1894.

Tel était l'avis de M. Lourties dans son rapport au Sénat au nom de la Commission.

« Quels seront les types de sociétés qui pourront s'affilier à la caisse régionale ? D'après le « projet de loi, cette faculté sera réservée aux « seules associations fondées d'après la loi de 1894 ».

Mais, ce serait prêter au législateur une rigueur qu'il n'a pas eue et ce serait contraire au texte. L'article 1^{er} nous dit seulement à quelles prescriptions seront astreintes les caisses régionales qui voudront profiter des avantages faits par l'Etat, mais il ne dit pas quelles seront les personnes qui pourront les constituer. Le texte n'exclut pas les sociétés fondées sous la loi de 1867 et il est général, on ne peut le restreindre.

Cette théorie aurait conduit à des résultats regrettables. C'est elle qui faisait dire à M. Lourties :

« De même que les sociétés fondées par la loi

« de 1894, les Caisses régionales que nous créons
« auront pour point d'appui les syndicats ; elles
« ne pourront effectuer des opérations qu'avec
« des syndicats ou des membres de ces syn-
« dicats, ou avec des sociétés locales ayant pour
« point d'appui des syndicats » car il faut que la
Caisse régionale soit sûre, qu'elle ne fait des
opérations qu'avec des agriculteurs, comme le
precrit la loi du 17 décembre 1897.

Ces déclarations furent soulevées à propos de
l'article 2 de la loi et les discussions qui eurent
lieu à ce moment au Sénat, nous enlèvent tout
doute à ce sujet.

« Les Caisses régionales ont pour but de fa-
« ciliter les opérations concernant l'industrie
« agricole effectuées par les membres des so-
« ciétés locales de Crédit agricole mutuel de
« leurs circonscriptions et garanties par ces so-
« ciétés ».

A cet effet, et dans le but de bien préciser la
loi, M. Le Cour-Grandmaison déposa un amen-
dement ainsi conçu (1) :

« Au 1^{er} paragraphe de cet article : « Les cais-
« ses régionales...et garanties par ces sociétés »...

1. Sénat. Séance du 16 mars 1899, M. Halgan.

ajouter : « quel que soit le régime sous lequel elles sont constituées. »

C'est qu'il importait au plus haut point de trancher cette question, car, en France, la proportion sur 100 caisses était, à ce moment-là, de 84 fondées sous l'empire de la loi de 1867 contre 36 sous l'empire de la loi de 1894 : 26 p. 0/0 seulement des caisses existantes auraient donc pu profiter de la loi.

L'interprétation donnée par M. Lourties était contraire au projet du promoteur de la loi, l'ancien ministre de l'agriculture, qui disait dans l'exposé des motifs :

« Les Caisses régionales s'appuieront avant
« tout sur les banques locales, sur celles qui
« ont été organisées en vertu de la loi du 5 no-
« vembre 1894 et sur tout autre banque locale
« de crédit agricole qui serait fondée dans les
« conditions de droit commun, à condition tou-
« tefois qu'elle soit mutuelle ».

Le nouveau ministre de l'agriculture appuyait cependant l'interprétation donnée par M. Lourties à la loi, et il disait que, si le législateur avait introduit cette disposition, c'était pour empêcher que les sommes avancées par la Banque de France aillent à des opérations autres que les opérations agricoles, beaucoup de sociétés fondées

sous la loi de 1867 faisant, non seulement des opérations agricoles, mais aussi des opérations commerciales et industrielles.

Sans doute la préoccupation était légitime, mais on pourrait répondre avec M. Halgan : il faudrait que ce soit dans la loi. Les caisses régionales ont seules été visées dans l'article 1^{er}, l'article 2 seul parle des Caisses locales et ne dit pas qu'elles doivent être constituées uniquement d'après la loi de 1894.

Enfin M. Gouin, président de la Commission, appelé à donner son avis fit la déclaration suivante (1).

« La Commission s'est réunie aujourd'hui et,
« après une discussion approfondie, nous nous
« sommes tous mis d'accord sur ce point que la
« rédaction du 1^{er} paragraphe de l'article 2
« devait être maintenue, étant bien entendu que
« par ces mots « les sociétés locales de crédit
« agricole mutuel de leur circonscription » on
« devait comprendre, non seulement les sociétés
« de Crédit agricole mutuel qui ont été fondées
« sous l'empire de la loi de 1894, mais égale-
« ment celles qui avaient été établies sous
« l'empire de la loi de 1867 ».

1. Sénat. Séance du 17 mars 1899.

Mais, a-t-on objecté, la déclaration faite par M. Gouin, au nom de la Commission sénatoriale, ne porte que sur la question des opérations des Caisses régionales et non pas sur la détermination des Sociétés qui peuvent être sociétaires; il n'en résulte nullement qu'elles puissent être sociétaires de la Caisse régionale, elles doivent se borner au rôle de client.

Une telle interprétation serait erronée. Sans doute, cette discussion est venue à propos des opérations des Caisses régionales, mais il semble bien que personne n'ait songé à faire une telle distinction. Le rapporteur lui-même (1) parle des opérations de Caisses régionales qui ne doivent être faites qu'avec des agriculteurs. C'est pourquoi il ne lui paraît pas possible qu'elles entrent en relation avec des caisses qui ne seront pas exclusivement agricoles, et afin d'en être sûr il faudra que les caisses affiliées soient les filiales du syndicat. Et, ailleurs il dit qu'après avoir modifié leurs statuts, les Caisses soumises à la loi de 1867 n'auront, pour bénéficier de la loi, qu'à « souscrire une part de la Caisse régionale » : on discutait donc bien la qualité de sociétaire. Le ministre lui-même s'exprimait en

1. M. Lourties. Sénat. Séance du 16 mars 1899.

termes analogues. Il ne faut pas oublier du reste que cette objection ne peut plus subsister quand on songe que, d'après l'article 1^{er} de la loi, les Caisses régionales sont des Caisses mutuelles. Or, le crédit n'est mutuel que lorsqu'il est réservé aux seuls membres de la Société. Toute Société locale qui sera membre de la Caisse régionale et celle-là seulement pourra faire des opérations avec la Caisse régionale.

Enfin la circulaire du ministre de l'Agriculture en date du 18 août 1899 est venue trancher définitivement la question.

« Toute société, qu'elle soit régie par la loi de 1867 ou de 1894, peut coopérer à la constitution d'une Caisse régionale de crédit agricole mutuel. La seule condition est qu'elle soit mutuelle et exclusivement agricole ».

Il résulte de là que toute Société soumise soit à la loi de 1867, soit à la loi de 1894, peut faire partie de la Caisse régionale, pourvu qu'elle soit locale, de crédit, agricole et mutuel. Ce sont là les quatre conditions.

1° Locale, c'est-à-dire qu'elle doit embrasser une circonscription inférieure ou au plus égale à celle de la caisse régionale. La loi du reste ne donne aucune limite à la caisse régionale, donc à la caisse locale.

2° La deuxième condition est que ce soit une société de crédit, ne faisant que des opérations de crédit. Toute société locale, qui ferait des opérations de consommation ou de production, devrait être exclue de la caisse régionale car elle y serait en violation de la loi.

3° La troisième condition est que ce soit une société de crédit agricole. Une société qui ferait des opérations de crédit populaire serait en dehors de la loi. Elle doit s'interdire dans ses statuts toute opération dans ce sens.

4° Enfin ce doit être une société mutuelle, c'est-à-dire que les prêts ne doivent être faits, le crédit accordé qu'aux seuls membres de la société. Sans cela ce serait une société ordinaire visant des bénéfices et le principe de la mutualité serait faussé.

Le projet du gouvernement les portait membres de droit. « Les sociétés locales de crédit agricole mutuel, créées en vertu de la loi du 5 novembre 1894, seront de droit membres sociétaires de la caisse régionale de leur circonscription ». La loi a supprimé ce paragraphe, c'est-à-dire qu'elle entend bien que les sociétés locales de crédit agricole peuvent être toutes membres de la Caisse régionale, mais ce n'est pas pour elle un droit. Cependant la loi

leur fait un avantage et l'article 5 dit expressément que 2/3 des parts leur seront réservées de préférence.

C'est que les sociétés locales ne sont pas les seules personnes qui puissent faire partie de la caisse régionale à titre de sociétaires : il y a aussi des individus. La loi ne le dit pas expressément, mais c'est une conséquence forcée de la disposition de l'article 5 que nous venons de relater. Mais quels individus ?

Il semble bien n'y avoir aucun doute à ce sujet, mais bien un accord unanime dans la doctrine. Tout individu qui veut être sociétaire d'une caisse régionale doit être membre d'une caisse locale affiliée ou d'un syndicat agricole.

La distinction que l'on a faite, lors de la discussion, au sujet des sociétés soumises à la loi de 1867, l'indique bien. Le ministre prétendait que plusieurs de ces sociétés faisaient des opérations commerciales et industrielles (1). Aussi fût-il décidé que les caisses locales, qui ne se soumettaient pas à la loi de 1894, pourraient coopérer à la constitution d'une caisse régionale mais à la condition d'être agricole.

Serait-il logique d'admettre que seuls les mem-

1. Sénat, Séances de mars 1899.

bres d'un syndicat agricole puissent faire partie des caisses locales agricoles (du moins celles soumises à la loi de 1894), alors que tout le monde pourrait faire partie des caisses régionales?

Il ne faut pas oublier du reste que les caisses régionales sont soumises à la loi de 1894, qui n'autorise comme membres que des syndicataires, et que ces caisses sont mutuelles et qu'elles n'émettent que des parts et point d'actions.

Sans cela on pourrait avoir une société de véritables actionnaires, qui ne verraient là qu'un placement sûr et la mutualité serait violée.

Les membres des syndicats peuvent donc souscrire des parts. Mais les syndicats agricoles eux-mêmes, en tant que personnes civiles, n'ont-ils pas aussi cette faculté?

D'après la loi de 1884 art. 6 les syndicats agricoles auront le droit d'ester en justice. Ils pourront employer les sommes provenant des cotisations. La seule restriction est, qu'ils ne pourront acquérir que les immeubles nécessaires à leurs réunions, bibliothèques et instruction professionnelle. Ce sont des personnalités civiles et la loi de 1894 en parle comme telles, lorsqu'elle mentionne les diverses opérations que les syndicats pourront faire avec les caisses locales.

« Ces sociétés pourront se charger, relative-
« ment aux opérations concernant l'industrie
« agricole, des paiements ou des recouvrements
« à faire pour les syndicats ou pour les mem-
« bres de ces syndicats ».

Mais, d'après la loi de 1884, tout associé peut se retirer à tout moment du syndicat sous la condition de verser la cotisation de l'année courante. Les syndicats ne peuvent donc contribuer à la fondation de la caisse régionale que jusqu'à concurrence de leur actif, représenté par leur fortune mobilière et le montant des cotisations, mais ils le peuvent dans cette mesure, la loi du 21 mars 1884 le leur accorde. « Ils pourront employer les sommes provenant des cotisations. »

Au delà ce ne serait plus le syndicat qui serait engagé, mais les administrateurs personnellement et ceux qui auraient accédé à cette souscription (1).

1. Voir à ce sujet un article de M. Planiol. *Critique d'un arrêt de la Cour de Lyon* du 2 mars 1894. Dalloz, 1894, 2, page 305.

Etendue de leur circonscription.

Le titre seul de la loi « Caisses régionales » semblerait indiquer une limite légale aux nouvelles caisses fondées.

Et de fait, dans l'exposé des motifs du premier projet qui fut déposé par M. Méline (1), celui-ci disait : « Elles serviront à recevoir le « papier des sociétés locales réparties sur une « certaine étendue du territoire, le ressort, par « exemple d'une Cour d'appel ». Tel est bien l'esprit de la loi, de limiter le champ d'opération de ces caisses, mais la loi n'a rien édicté de précis à ce sujet et elle a agi sagement.

L'article 5 dit en effet : « Les statuts indiqueront la circonscription territoriale ». C'est que toute limite légale aurait dû être observée strictement par les nouvelles caisses et, dans certains cas, ç'aurait été une grande gêne. Telle limite qui eût été bonne pour le Midi aurait été mauvaise pour l'Ouest. Ici une seule caisse régionale suffira à toute une contrée : deux, trois, cinq, dix départements. Là, au contraire, il vaudra mieux en établir plusieurs :

1. En 1897, n° 2919, page 3.

un seul département suffira à l'action d'une seule caisse.

C'est important maintenant qu'il existe encore peu de caisses rurales, surtout dans certaines contrées. De cette façon, et c'est du reste ce qui a eu lieu depuis le vote de la loi, une caisse régionale se fonde, limitant pour plus tard son action à telle ou telle région déterminée, mais étendant momentanément ce rayon d'action beaucoup plus loin, là où il existe des Caisses locales, mais où il en existe encore trop peu ou de trop peu importantes pour fonder une caisse régionale, et cela jusqu'à ce que cette caisse régionale soit fondée.

Lors de la discussion M. Leydet posa au Ministre la question suivante :

« Je voudrais savoir, si Monsieur le Ministre
« de l'agriculture, si le gouvernement ne seront
« pas engagés par la commission et pourront
« distraire de la région afférente à la première
« banque une partie de cette région pour la
« donner à la nouvelle. »

Et c'est là, bien posée, la question qui nous occupe. Une fois une caisse régionale installée dans une certaine région, une autre caisse pourra-t-elle se fonder dans la même région ?

Ce à quoi le Ministre de l'agriculture (1) répondit :

« Il est clair que nous n'avons pas la prétention de donner un privilège aux Caisses régionales déjà instituées en excluant celles qui pourraient s'établir ultérieurement. Il se fondera, par exemple, à côté d'une caisse régionale une autre caisse régionale ; un certain nombre de sociétés de crédit agricole mutuel aimeront mieux s'affilier à un autre organisme qu'à celui de la caisse régionale qui se sera fondée la première. Eh bien, Messieurs, abondance de biens ne nuit pas quand il s'agit de rendre plus accessible le crédit agricole ».

Ainsi donc toute latitude est laissée aux caisses régionales qui pourront avoir les mêmes circonscriptions ou s'entrecroiser. Ce sera à la commission de voir si elles donnent les garanties suffisantes, et d'apprécier leur utilité le jour où elles se présenteront pour profiter des avances de l'Etat.

D'après le but de la loi une caisse régionale est la banque centrale, le réservoir commun à plusieurs caisses locales. Mais elle est aussi l'établissement *nécessaire*, chargé de répartir les avances à elle faites et d'en surveiller l'emploi légal. Il semble donc bien que là, où une seule

caisse locale est assez forte et assez puissante, étendant son action sur un assez grand territoire, elle puisse sans contrevenir à la loi, fonder à elle seule une caisse régionale, dont l'administration sera différente de la sienne et qui sera chargée de la surveiller en lui transmettant les avances de l'Etat. C'est à ce dernier à s'opposer à cette fondation, en supprimant les avances, s'il n'en reconnaît pas l'utilité ; mais il n'y a là rien qui soit contraire à la loi.

*Ressources dont elles disposent. Capital.
Avances et dépôts. Bons.*

Les caisses locales de crédit agricole peuvent se former comme sociétés en nom collectif, à capital fixe ou variable. Même celles qui sont fondées sous le régime de la loi de 1894, peuvent se former sans capital, surtout quand elles admettent la responsabilité solidaire et illimitée de leurs membres (1).

Une caisse régionale pourrait évidemment le faire aussi, mais alors la nouvelle loi ne lui servirait plus à rien : elle ne remplirait plus qu'une partie du but visé, celle qui consiste à

1. Rapport de M. Labiche.

faire de la caisse régionale le régulateur et le compensateur des caisses locales. Le rôle d'intermédiaire entre les caisses locales et l'Etat, de dispensateur des avances de l'Etat, serait par elle complètement abandonné. Toute caisse qui veut profiter des avances de l'Etat, et telles sont les caisses visées par la loi, doit nécessairement se former avec un capital.

Le rapporteur disait en effet que « le montant des avances faites aux caisses régionales ne pourra pas excéder le montant du capital versé en espèces », et l'article 3 de la loi reproduit ce texte : il est donc de toute obligation qu'il y ait un capital versé. Mais ce capital est d'une nature particulière, comme les sociétés dont il a pour but d'assurer le fonctionnement.

Dans toutes les sociétés qui se forment avec capital le capital est divisé en actions. Ici il n'en est plus ainsi. Comme pour les caisses locales soumises à la loi de 1894, il se compose de parts, la loi le dit expressément.

C'est pourquoi on a pu dire que la caisse régionale est une espèce de société en commandite, dans laquelle il n'y a pas que des commanditaires ou bailleurs de fonds. Toutefois cette définition laisserait à désirer.

Les parts ressemblent bien sans doute aux intérêts des sociétés en commandite, mais il y a entre elles une très grande différence. L'intérêt dans une société en commandite peut rapporter, à celui qui en est titulaire, un tant p. 0/0 variable suivant le bénéfice de la société : 5, 10, 15, 20 0/0. Il n'y a pas de limite légale. Il peut même ne rien rapporter du tout, et en cela il ressemble à l'action.

La part, au contraire, comme l'obligation ne rapporte qu'un tant p. 0/0 fixe, 3 ou 4 p. 0/0 par exemple. Comme l'intérêt elle peut être de valeur inégale ; il peut y avoir à la fois des parts de 500, 200, 100, 50, 20, 10 francs, et même ici les coupures égales n'ont plus le même avantage, puisque, comme nous l'avons dit, les dividendes ne sont pas établis d'après ces parts. Toutefois, outre plus de simplicité pour le calcul des intérêts, cette égalité peut avoir un avantage lorsque le nombre de voix à l'assemblée générale sera basé d'après le nombre de parts. Comme les intérêts les parts ne sont pas négociables, elles sont cessibles. Expliquons-nous : ces parts ne sont pas la propriété exclusive de l'individu qui les possède. Il ne peut de son plein gré ni les vendre par simple tradition, ni en opérer le transfert comme pour un titre, ni

les faire endosser. Mais elles peuvent être cédées, c'est-à-dire qu'avec l'assentiment des autres membres de la caisse régionale il peut les vendre ou en opérer le transfert, mais à des personnes légalement déterminées : les caisses locales et les membres du syndicat agricole de la région. Il résulte de là que ces parts doivent être nominatives.

On sait que, d'après l'article 36, Code Commerce, la propriété des actions peut être établie par une inscription sur les registres de la société ; de même pour les parts. Point n'est besoin de titres pour le possesseur de parts, sa propriété sera valablement établie par l'inscription sur les registres de la Caisse régionale.

Nous venons de voir précédemment que la part, différant en cela de l'intérêt, ne donne qu'un revenu, un tant p. 0/0 fixe. La loi de 1894 ne fixait pas de maximum d'intérêt aux parts des associés dans les nouvelles sociétés de crédit agricole. Ces sociétés étant des sociétés commerciales il était de toute évidence que le taux de l'intérêt était le taux commercial lui-même. La loi du 3 septembre 1807 le limitait à 6 p. 0/0. La loi du 29 décembre 1850 réprimait un taux supérieur comme délit d'usure. La loi du 12 jan-

vier 1886 vint permettre au commerce la liberté du taux de l'intérêt.

Mais un taux élevé n'aurait pu être atteint qu'en cas de crise passagère. Sans cela il eut gravement compromis la situation de la caisse agricole, qui aurait alors été obligée de prêter à un taux plus élevé. La loi de 1899 a coupé court à tout malentendu pour les Caisses Régionales. Elle ne permet pas que l'intérêt à allouer aux parts dépasse 5 p. 0/0, article 5 : « Lequel ne pourra dépasser 5 p. 0/0 du capital versé ». C'est que la caisse régionale n'est pas une société de bénéfices. On cherche à diminuer, autant que possible, le loyer de l'argent pour favoriser la culture et les cultivateurs. Un taux d'intérêt élevé irait contre la loi et serait capable d'en détruire les avantages (1).

Dans les sociétés se formant avec capital on trouve deux modalités : Les sociétés à capital fixe et celles à capital variable.

Les caisses régionales admettent ces deux modalités. Mais dans les deux cas, et alors que, pour les sociétés à capital variable ordinaires

1. Ce taux de 5 p. 0/0, depuis une loi récente du 7 avril 1900, se trouve être le taux légal de l'intérêt en matière commerciale.

ou coopératives, l'on n'exige que le versement du dixième du capital souscrit, il est ici de toute obligation, pour que la nouvelle société fondée puisse fonctionner, que le quart du capital social souscrit soit versé. Cela ne veut pas dire, puisque ce capital est formé de parts, que le $\frac{1}{4}$ de chaque part soit versé, mais seulement le $\frac{1}{4}$ du total. C'est là une mesure excellente dont la caisse régionale profite avec toutes les sociétés à capital variable. Elle permet aux petites caisses locales, ainsi qu'aux individus dont la probité est notoirement connue, mais qui n'ont pas, au moment de la fondation de la société, le capital nécessaire, de souscrire néanmoins et de verser par à comptes, tout en profitant des avantages que leur confère la loi nouvelle.

Car il est bien évident que les caisses locales qui voudront jouir du bénéfice de la loi devront s'affilier à une caisse régionale, et ce leur sera facilité d'autant par cette mesure si elles n'ont pas de fonds disponibles. Sans cela il y aurait tout bénéfice pour la caisse locale, qui profiterait ainsi des avantages de la loi sans courir aucun risque en cas de déficit de la Caisse Régionale dont elle ne serait pas partie. Ce serait là une situation anormale ; au lieu de

chercher à fonder des caisses régionales et tel est le but de la loi, les caisses locales chercheraient au contraire à rester en dehors. Le principe de la mutualité en serait faussé.

Mais dira-t-on et a-t-on déjà dit : On veut faire un crédit à l'agriculture, on veut lui procurer des capitaux qu'elle n'a pas, et, avant de lui en donner, on demande qu'elle en apporte au moins en quantité égale. Il semble que ce soit contradictoire ? Non, car il faut bien voir que le but de la loi est double : Elle veut venir en aide aux mutualistes sans doute, mais elle ne veut pas les dispenser de l'effort personnel qu'on attend d'eux tout d'abord. Cette loi a été faite pour permettre et activer le développement de la caisse rurale, lui permettre de vivre au début. Normalement ce sont les caisses rurales qui doivent fonder la caisse régionale et non la caisse régionale qui doit les créer. Le législateur a supposé avec juste raison, je crois, qu'une caisse rurale, fondée par des hommes sérieux, trouverait toujours des fonds disponibles, soit près des particuliers, soit près des caisses d'épargne pour souscrire une part à la fondation d'une caisse régionale.

L'Etat a donc eu raison en principe de demander le versement d'un capital primitif ; mais en

pratique cette règle, telle qu'elle est appliquée par la loi, sera peut-être un peu dure et pourra écarter un certain nombre de caisses locales dignes d'intérêts. Aussi nous souscririons d'avance au vœu du rapporteur lui-même et cela, dans l'intérêt du crédit agricole que l'on veut donner à juste titre au taux d'intérêt le plus bas possible, sans qu'il y ait aucun risque et aucune chance de perte pour l'Etat (1).

Les avances pourront être égales au capital :

1° Quand le capital souscrit sera entièrement versé ;

2° Quand les statuts stipuleront la responsabilité solidaire et illimitée des porteurs de parts même sans capital versé ;

3° Et même, quand ils établiront la responsabilité limitée au capital mais proportionnelle et solidaire de tous les porteurs de parts avec versement du $\frac{1}{10}$ ou du $\frac{1}{4}$ du capital.

Donc, d'après la loi, plus le capital versé sera considérable, plus les avances pourront l'être aussi. Un grand inconvénient est que ce capital restera immobilisé comme capital de garantie.

Quelles seront alors les ressources des Cais-

1. Rapport de M. Lourties.

ses Régionales qui leur permettront de faire des opérations ?

Il y aura d'abord ces avances de l'Etat : ce sont des sommes mises gratuitement à la disposition des Caisses Régionales pour favoriser les opérations agricoles, mais remboursables. On n'a pas voulu faire un don. L'Etat seulement prête une somme, mais cette somme devra lui être remboursée. La seule faveur faite est qu'elle ne porte pas intérêt. Et la loi elle-même a mis une durée à ces avances : « Les avances ne pourront être faites pour une durée de plus de cinq ans ». Toutefois elles pourront être renouvelées.

La caisse régionale, en demandant une avance au Ministre de l'agriculture, devra-t-elle indiquer la destination de cette avance ?

Ceci nous semble une exigence bien grande qui compromettrait gravement l'essor et le progrès des Caisses Régionales : s'il fallait qu'à chaque besoin de crédit on fit une demande au ministère de l'agriculture et que cette demande fut soumise à la commission désignée à cet effet. La lenteur des grandes administrations est proverbiale : elle est souvent presque forcée. Quelque promptitude que l'on ait pu apporter dans l'examen de sa demande, celui qui a besoin de crédit

serait allé depuis longtemps frapper à une autre porte. Et la demande de crédit faite, cette somme d'argent affectée à telle destination devrait l'être forcément à telle autre ou faire retour à l'État : il y aurait là une impossibilité matérielle. Du reste la loi ne le demande pas.

Mais l'Etat a le droit, je dirai même plus, le devoir de contrôler l'emploi des avances qu'il a consenties. Et à ce sujet il fera bien d'exiger des caisses régionales un livre spécial, un compte régulier relatant les avances reçues et les destinations qui leur ont été données, afin de pouvoir exercer un contrôle permanent.

Qu'est-ce qui sera chargé de ce contrôle ? La loi, (art. 4) décide « qu'un décret, rendu sur « l'avis de la commission, fixera les moyens de « contrôle et de surveillance à exercer sur « les Caisses Régionales ». C'est donc, en définitive, sous la haute surveillance du ministre et de la commission dont nous parlerons plus loin que sont placées les caisses régionales. Ils ne doivent pas oublier que l'Etat attend d'eux une surveillance rigoureuse afin que, d'après la volonté de la loi, les avances aillent alimenter des entreprises agricoles et ne se perdent pas dans le gouffre du crédit popu-

laire, mais ils ne doivent pas oublier non plus que là s'arrête leur mission, et que, loin de gêner et d'arrêter l'essor des nouvelles sociétés par des mesures tracassières, ils doivent leur permettre un développement facile et rapide afin que le vœu de la loi soit atteint.

On a demandé que cette tâche fut confiée aux inspecteurs des Finances : ils auront, dit-on, toute la compétence nécessaire pour cela et une longue expérience. Sans doute, mais ce serait leur apporter un surcroît de travail, bien minime dans les premiers temps peut-être, mais qui augmenterait rapidement, espérons-le, pour le succès des caisses régionales. Il semble plus probable qu'un conseil spécial, nommé à cet effet, sera rattaché au ministère de l'agriculture et chargé de cette mission.

Ces avances seront le plus souvent remboursables par annuités. Outre que ce procédé permet de demander un moins gros déboursé à la fois, il a aussi l'avantage de maintenir constamment le débiteur en haleine et l'empêche d'oublier sa dette ; et c'est là une tendance assez naturelle surtout peut être au paysan, mais aussi à celui qui voit qu'un long crédit lui a été accordé.

Ici se pose la question de savoir si une

caisse régionale fondée a droit aux avances de l'Etat.

En principe oui; si ses statuts sont conformes à la loi, c'est un droit que celle-ci lui reconnaît : Art. 1^{er}. « L'avance de 40 millions
« et la redevance annuelle... *seront mises* à
« la disposition du Gouvernement *pour être*
« *attribuées* à titre d'avances sans intérêt aux
« *caisses régionales de crédit* qui seront
« constituées d'après les dispositions de la loi
« du 5 novembre 1894. » En pratique ce droit sera difficile à exercer, car la loi n'a mis et ne pouvait mettre qu'une limite maximum aux avances de l'Etat : le capital versé en espèces.

Mais une caisse régionale qui s'est fondée à un capital donné et a versé son capital n'a pas droit à une avance équivalente. On peut lui donner mais elle n'y a *pas droit*; sans cela quelle éclosion de sociétés soi-disant agricoles ne verrait-on pas ! Et il est probable que les 40 et quelques millions seraient loin de suffire à tous les droits. Elle pourra avoir une avance mais rien n'en détermine le montant.

Le capital social servant de garantie à l'Etat pour le remboursement de ses avances et étant ainsi immobilisé, les avances de l'Etat pou-

vant être sans doute égales au capital ainsi immobilisé, mais pouvant aussi être presque nulles, quelles seront donc les ressources qui alimenteront vraiment les caisses régionales ?

Il ne faut pas oublier qu'elles fonctionneront comme des caisses d'épargne et comme de petites banques, et qu'elles pourront recevoir des dépôts en compte courant soit des caisses rurales, soit des associés, soit des tiers, et elles pourront les recevoir avec ou sans intérêt.

Mais les statuts devront fixer le maximum des dépôts à recevoir, ainsi le veut la loi. Ils devront aussi fixer le maximum des bons, que la caisse régionale pourra émettre pour assurer le service ou pour donner à ceux qui viendront lui déposer des capitaux, et qui porteront intérêt. Ces bons, que M. Leveillé proposait déjà dans son projet, sont « à égale distance du billet de banque, qui est remboursable à vue parce qu'il est adossé soit à du numéraire, soit à des valeurs réalisables à brève échéance et de l'obligation foncière qui est remboursable à long terme parce qu'elle est adossée à des opérations de longue durée ».

C'est ainsi que la caisse régionale du Sud-Est au capital de 24.000 fr. limite la réception des fonds, art. 41 :

Contre bons à échéance, jusqu'à concurrence du double du capital social. Et en comptes courants, jusqu'à concurrence de son capital social.

Celle de l'Est au capital de 20.000 francs reçoit des dépôts jusqu'à concurrence de dix fois son capital.

Celle de Nantes, (article 22) reçoit des fonds contre bons à échéance jusqu'à concurrence de 20 fois son capital et en comptes courants jusqu'à concurrence de dix fois ce même capital.

Mais la loi elle-même a fixé une limite à cette émission de bons ou du moins a essayé de le faire. Le législateur a craint que la caisse régionale se laisse entraîner à prendre des engagements trop grands, qu'elle ne pourrait pas tenir ensuite, et à accepter en dépôt des capitaux qui ne lui serviraient pas et dont elle devrait payer l'intérêt. Il a peut être craint aussi que, pour éviter ces pertes d'intérêt, les administrateurs ayant en main les capitaux inactifs, ne se laissent aller à la spéculation et c'est là ce qu'on veut éviter tout d'abord. Aussi est-il stipulé (article 5) : « Que ces bons et dépôts réunis ne pourront excéder les $\frac{3}{4}$ du montant des effets en portefeuille ».

C'est là une idée ingénieuse, de proportionner,

le montant des dépôts à recevoir au nombre d'effets escomptés. Mais cette prescription paraît tout d'abord illogique : A quoi servira-t-il en effet de donner une contre partie immédiate-ment réalisable aux dépôts reçus contre bons à échéance ?

Et cette limitation, facile à énoncer en principe, devient presque impraticable en réalité. Car il ne dépend pas d'une caisse régionale de maintenir cette proportion dans son portefeuille ; elle ne peut rien faire si, par hasard, beaucoup d'effets arrivant à leur échéance et n'étant pas immédiatement remplacés par d'autres, une série de dépôts lui arrive dans l'intervalle qui détruit tout équilibre.

Une banque ordinaire, en faisant des sacrifices momentanés, trouverait toujours du papier à acheter sur le marché ; en abaissant ou en élevant le taux de l'escompte elle provoquerait l'apport ou le retrait de nouveaux effets. Mais ici, outre que les variations du taux de l'escompte auraient l'inconvénient surtout à la campagne de provoquer des retraits impossibles à prévoir, deux raisons particulières rendent la situation plus difficile.

La première, c'est que la Caisse régionale est une banque spéciale, n'ayant qu'un nombre de

clients restreints et qui ne peut faire que des opérations déterminées. Elle ne peut escompter que les effets déjà endossés par les sociétés locales de la circonscription et que celles-ci lui apportent, donc il peut lui être impossible de remédier à une disette d'effets passagère.

La deuxième, c'est que les effets escomptés sont des effets agricoles. Or, les opérations agricoles étant sensiblement les mêmes dans le ressort de la Caisse régionale, il arrivera que presque tous les dépôts de fonds se feront en même temps après les récoltes ; et qu'au contraire, à une autre époque, mais en même temps aussi se feront presque toutes les demandes de fonds, avant les semences.

M. Maurin, tout en constatant la difficulté, dit qu'il n'y a qu'une solution : C'est d'établir les calculs sur la moyenne du portefeuille et d'établir cette moyenne soit annuellement, soit semestriellement (1). Mais on lui objecte avec juste raison, croyons-nous, qu'on ne pourra établir de cette façon une moyenne que pour une période écoulée et qu'alors les dépôts seraient proportionnels, non pas à la moyenne du portefeuille actuel, mais de celui de l'exer-

1. Circulaire du Musée social, 1899.

cice écoulé. On voit en effet la difficulté : Une caisse régionale se fonde : au début, au premier exercice, il n'y aura pas de moyenne. Et puis ensuite ce système conduirait à restreindre volontairement et à retarder le développement de la Caisse régionale. Ainsi, par exemple, la Société de crédit agricole de Chartres, fondée en 1895, a prêté en 1896 pour 5 mois 27.000 francs, en 1897, 152.000 francs, en 1898, 260.000 fr., en 1899, 300.000 fr. (1). Il est permis d'espérer pour une autre Caisse régionale un développement semblable ; il ne saurait se produire si nous suivions le système examiné.

Et puis, ce qu'a voulu le législateur, ce qui le tourmente toujours en matière de crédit et de circulation fiduciaire, c'est que les dépôts aient toujours une contre partie réalisable immédiatement : les effets susceptibles d'être négociés. Mais si nous recevons des dépôts et que nous émettions des bons jusqu'au chiffre donné par la moyenne du portefeuille, sans nous préoccuper des effets escomptés et actuellement en portefeuille, nous serons presque constamment en contravention avec la loi et le vœu du législateur.

1. Notes communiquées.

Mais alors le moyen pratique de résoudre la question quel sera-t-il ? Ce sera de suivre au jour le jour la volonté du législateur, de ne jamais émettre de bons dépassant les $\frac{3}{4}$ des effets qu'on a en portefeuille actuellement ; Ce sera une affaire de comptabilité de tous les instants. Mais si, après avoir reçu les dépôts, les effets escomptés venant à échéance ne sont pas remplacés par d'autres apportés par les Caisses locales, on ne pourra rien faire si ce n'est suspendre l'émission des bons : il y a cas de force majeure.

Une règle de prudence pour les Caisses régionales sera de constater les moments où ces affluences se produisent, et, pour éviter toute mésaventure, de maintenir alors une marge plus grande que la marge légale entre les bons et les effets en portefeuille, c'est-à-dire plus du $\frac{1}{4}$.

Formalités légales. Publicité des Caisses régionales de Crédit agricole.

Nous venons de voir, quelles sont les personnes qui peuvent fonder une Caisse régionale, quelle sera la circonscription de la nouvelle caisse et quelles seront ses ressources ; mais avant

de la voir fonctionner, il nous faut chercher quelles seront les formalités qu'elle aura à remplir pour être une société légale.

Toute société en nom collectif qui se fonde doit d'abord adopter une raison sociale, qui en représente son existence séparée vis-à-vis des tiers. C'est la nouvelle personne morale créée, qui pourra ester en justice et contre laquelle on pourra poursuivre, et la raison sociale n'est pas indépendante des personnes qui sont membres de la société. Ici, comme dans les sociétés anonymes et à capital variable, il n'y a point de raison sociale et la société n'est désignée sous le nom d'aucun associé. Il est tout indiqué par la loi, ce sera : Caisse régionale du Crédit agricole mutuel de... De sorte que des associés nouveaux pourront entrer, d'autres se retirer, sans qu'on soit obligé de changer de nom.

Comme toute société la caisse régionale qui se fonde devra élaborer ses statuts et ne pourra valablement exister et fonctionner avant certaines formalités requises sous condition de nullité.

Ces statuts constateront l'existence et le siège de la nouvelle société, son but, le régime sous lequel elle se place (capital fixe ou variable), la

responsabilité des membres et enfin toutes indications qui seront nécessaires aux tiers pour bien préciser leur situation vis-à-vis de la nouvelle personne morale et la solvabilité de celle-ci.

Et cette rédaction des statuts sera ici plus importante que pour toute autre société, car la loi laisse plus de latitude aux caisses régionales qui peuvent, à volonté, stipuler la responsabilité complète de leurs adhérents ou bien limitée à un certain chiffre.

Si nous admettons avec la majorité que la loi de 1894 a créé un type nouveau de sociétés, les formalités sont aussi simples que possible. Il n'y a pas d'acte de société par suite le ministère du notaire est inutile.

Quant à l'acte, il est remplacé par le dépôt des statuts (1). Les statuts seront faits sous seing privé, en autant d'exemplaires qu'il y a de parties si la société est et veut rester en nom collectif ; Mais, nous l'avons vu, c'est là une forme qui sera rarement employée car elle cadre difficilement avec la loi et n'a plus le même intérêt que pour les caisses rurales. Ou bien ils seront transcrits

1. M. Méline.

sur un registre spécial, qui reste au siège de la société et que tous les sociétaires devront signer si la société est anonyme.

A ces statuts sera jointe une liste nominative de tous les porteurs de parts, indiquant que le capital social a été entièrement souscrit et que le $\frac{1}{4}$ au moins en a été versé : la loi n'exige pas cette liste ici mais il sera nécessaire de le faire pour le déposer ensuite au greffe de la justice de paix. Un exemplaire des statuts devra être dressé sur papier timbré et enregistré : L'enregistrement n'est même nécessaire que si les Caisses régionales ont à venir en justice (M. Méline).

Mais quel sera le droit d'enregistrement ? Comme nous le verrons plus loin, il est de 0,20 p. 0/0 plus les décimes, c'est-à-dire 0,25 0/0 du capital souscrit.

Après que les statuts auront été rédigés, l'assemblée *générale constitutive* de tous les membres fondateurs de la Caisse régionale les approuvera et règlera l'administration de la nouvelle société conformément à la loi et à ces statuts et nommera les administrateurs, s'ils ne l'ont été déjà par les statuts. Le procès-verbal constate leur admission et de ce moment la société est constituée.

Une société de commerce ordinaire pourrait

commencer ses opérations de suite, sous la réserve de remplir les formalités de dépôt et de publicité, exigées par l'article 55 et suivants de la loi de 1867, dans le mois à dater de sa constitution. La caisse régionale, soumise à la loi de 1894 (5 novembre), ne le pourra pas : avant toute opération, et cela sous peine de poursuites, et d'une amende de 16 à 200 francs, elle devra faire un double dépôt au greffe de la justice de paix (art. 5, loi 1894) : « Avant toute opération, les statuts, avec la liste complète des
« administrateurs et directeurs et des socié-
« taires, indiquant leurs noms, professions,
« domicile et le montant de chaque souscrip-
« tion, seront déposés, en double exemplaire,
« au greffe de la justice de paix du canton ou
« la société a son siège principal » et en retirer un récépissé qui doit être établi sur papier timbré.

Elles n'ont point à faire, comme les autres sociétés, de publicité par la voie des journaux, mais les administrateurs ont à déposer annuellement, dans la première quinzaine de février, art. 5.

« Endouble exemplaire, au greffe de la justice
« de paix du canton, avec la liste des membres
« faisant partie de la société à cette date, le ta-
« bleau sommaire des recettes et des dépenses

« ainsi que des opérations effectuées dans l'année précédente » et toute les modifications aux statuts ».

Ceci est important pour les caisses régionales par suite de la sanction qui y est apportée, art. 3.

« Les avances deviendront immédiatement remboursables en cas de violation des statuts ou de modifications à ces statuts qui diminueraient les garanties de remboursement. » Tous les requérants peuvent se faire communiquer ces exemplaires.

Une autre formalité est exigée des Caisses Régionales, mais de celles-là seulement qui veulent profiter des avances de l'Etat et dont nous nous occupons. L'accomplissement de cette formalité du reste n'a pas de délai fixé et peut toujours être faite utilement, le jour où une avance est demandée, car elle a pour but la garantie de cette avance. L'art. 5 dit : « Les statuts de ces caisses devront être déposés au ministère de l'agriculture ».

Le premier projet du gouvernement (1) donnait au Conseil d'Etat la charge de « rédiger les statuts des Caisses régionales, qui devront être approuvés par décret » (art. 4). Mais de même

1. Projet de M. Méline. *Chambre des députés*, 1897, n° 2919.

que la liberté a prévalu sur l'obligation dans la nouvelle loi sur les assurances ouvrières, de même ici elle l'a emporté sur des statuts obligatoires sous une forme donnée. La Chambre a supprimé l'intervention du Conseil d'Etat dans la rédaction des statuts. Il lui a paru illogique, comme le dit M. Lourties dans son rapport au Sénat, de faire des statuts identiques pour toutes les Caisses régionales et on préféra leur donner une certaine latitude ; mais aussi, par contre, on exige le dépôt de leurs statuts au ministère de l'agriculture. Il est bien évident qu'il en doit être de même de toutes les modifications apportées à ces statuts.

Cela est de toute justice. L'Etat ne faisant pas un don, mais l'avance d'une somme dont il devra compte aux contribuables et qu'il aura à rembourser en partie, il ne doit donc agir qu'à bon escient, être sûr que la caisse régionale fondée est une caisse sérieuse et qu'elle pourra lui rendre, que l'argent qu'il avance ira bien féconder une entreprise agricole. La première condition pour cela n'est-elle pas que les statuts de la société le mentionnent et qu'elle ne puisse y déroger qu'en violant ses statuts, c'est-à-dire en s'exposant aux peines et poursuites de la loi.

M. Lourties dit dans son rapport : « Le ministre ne pourra leur donner son approbation qu'après s'être assuré qu'ils sont conformes aux dispositions de la loi actuellement soumise aux délibérations du Sénat ».

On s'est élevé contre cette assertion : La loi ne dit pas que le ministre doit donner son approbation. De même que le dépôt des statuts aux greffes de la justice de paix ne soumet pas les Caisses syndicales à l'approbation du juge de paix, de même, dit-on, le dépôt des statuts de la Caisse régionale au ministère, ne soumet pas les Caisses régionales à l'approbation du Ministre.

Nous croyons cependant que les situations ne sont pas les mêmes : le juge de paix a un rôle complètement passif. Le ministre a de plus, comme nous le verrons plus loin, un rôle actif : la répartition des avances. Sans doute il ne sera pas libre d'approuver ou de désapprouver, mais comme il est de son devoir d'approuver toute Caisse régionale agricole qui donnera pleine garantie aux avances de l'Etat : c'est le but de la loi, de même il est de son devoir de signaler toutes celles qui ne le feraient pas ; mais il ne doit pas se mêler de l'administration des sociétés, la Caisse régionale ayant toute latitude pour cela.

Opérations.

L'article 2 de la loi s'exprime ainsi :

« Les Caisses régionales ont pour but de faciliter les opérations concernant l'industrie agricole effectuées par les membres des sociétés locales de crédit agricole mutuel de leur circonscription et garanties par ces sociétés.

« A cet effet, elles escomptent les effets souscrits par les membres des sociétés locales et endossés par ces sociétés. Elles peuvent faire à ces sociétés les avances nécessaires pour la constitution de leurs fonds de roulement. Toutes autres opérations leur sont interdites ».

A ce sujet la loi est nette et précise. Elle donne bien le but pour lequel on a créé les Caisses régionales et par quelles opérations déterminées et celle-là seulement la loi pourra atteindre son effet. La loi limite ainsi volontairement et strictement le champ d'action des nouvelles sociétés. C'est d'autant plus significatif que leurs opérations pouvaient d'abord être plus étendues et qu'elles ont été restreintes par la suite; car, dans le projet de loi déposé par M. Méline, l'objet

des Caisses régionales devait être double :

1° recevoir le papier des Caisses locales et leur faire des avances.

2° Faire des prêts directs et autres opérations dévolues aux Sociétés locales de crédit agricole, dans les arrondissements où elles auront leur siège.

La loi n'a gardé que le 1^{er} objet, celui qui établit la Caisse régionale intermédiaire entre l'Etat et les Caisses locales. Nous voyons donc que c'est avec les Caisses locales et seulement avec elles que les Caisses régionales pourront faire leurs opérations.

Mais quelles opérations ?

Elles sont de deux sortes :

1° D'abord les caisses régionales escomptent les effets souscrits par les membres des sociétés locales et endossés par ces sociétés. C'est là la principale opération des caisses régionales, le but premier pour lequel elles ont été créées. Cela résulte du projet de loi et des discussions parlementaires ; c'est toujours cette opération qui a été mise en avant. M. Méline s'exprimait ainsi : « La première (opération) « sera l'escompte et le réescompte des effets « agricoles qui lui seront présentés par les « banques locales » et, quelques lignes plus

loin, elle « constituera vraisemblablement l'opération la plus importante des caisses régionales ». Elles formeront ainsi le troisième échelon et donneront la troisième signature exigée par les statuts de la Banque de France qui pourra ainsi, régulièrement et sans danger, escompter les effets agricoles qui lui seront présentés.

« L'opération la plus simple (du crédit agricole) va nécessiter un cycle de 4 ou 5 mois. « Ce n'est déjà plus l'effet à 90 jours, et lorsque la société aura besoin de se procurer de l'argent à l'aide du billet qui lui aura été souscrit, elle y mettra son endos; mais il faut pour le faire passer en Banque qu'elle trouve une troisième signature. C'est cette troisième signature, qui nécessite le paiement d'une commission dont nous voulons décharger la petite société locale de crédit, signature que la caisse régionale sera appelée à lui fournir gratuitement, sans exiger d'elle un surcroît de frais (1) ».

Dans cette opération la caisse régionale joue le rôle de banquier et c'est la commission de ce banquier qu'elle a pour but de supprimer. Mais quel sera le taux de l'escompte? La loi ne l'a

1. V. le *Journal officiel*. Sénat, séance du 19 mars 1899

pas fixé et ne pouvait pas le fixer. Il sera variable et proportionné le plus souvent au taux de la Banque de France. Du reste, les caisses régionales étant mutuelles et les bénéfiques, comme nous le verrons, étant partagés au *prorata* des opérations, elles n'ont pas intérêt à mettre un taux d'escompte trop élevé, qui serait contraire au but de la loi. C'est ainsi que la caisse régionale du Sud-Est le fait varier entre 1 p. 0/0 au-dessus et 1 p. 0/0 au-dessous de celui de la Banque de France, suivant décision du conseil d'administration.

2° La deuxième opération permise aux caisses régionales est de faire aux sociétés locales les avances nécessaires pour la constitution de leurs fonds de roulement. Elles doivent être, comme on l'a dit, « le réservoir auquel s'alimenteront a les banques locales mutuelles » (1).

Mais qu'entend-on par « avances nécessaires pour la constitution de leurs fonds de roulement. » Le fond de roulement d'une société est la somme d'argent liquide, l'encaisse métallique qu'il faut à une société pour parer aux éventualités journalières et faire face aux dettes ordinaires, sans être obligée de recourir à des moyens extraordinaires,

1. Rapport Méline, page 7.

tels que le versement d'une nouvelle partie du capital souscrit. La loi dit : les avances nécessaires, sans préciser davantage. Ce sera à la caisse régionale de fixer une limite à ses avances ; elle pourrait légalement sans doute employer tout son capital de cette façon, mais ce ne serait pas prudent et puis, que resterait-il pour l'escompte ?

On a dit que ces avances pourraient être soumises aux mêmes règles que les avances de l'Etat aux caisses régionales, c'est-à-dire que la caisse régionale ne devra avancer à la caisse locale qu'une somme au plus égale au capital versé. Ce serait là une exigence bien grande et impossible à réaliser dans certains cas. Certaines caisses régionales pourront sans doute le faire, puisqu'elles ont toute liberté pour l'élaboration de leurs statuts, mais elles ne doivent pas oublier qu'elles ne sont pas des sociétés de bénéfices et qu'il est un devoir pour elles. « C'est de se faire l'apôtre de la Mutualité agricole, de susciter partout, où besoin sera, « dans l'étendue de la circonscription, la création de nouvelles sociétés de crédit agricole « mutuel (1).

1. Rapport Méline.

Pour favoriser la création de certaines caisses qui lui inspireront confiance, et dont la solvabilité et l'honnêteté des membres sera certaine, la Caisse Régionale pourra donc faire des avances à découvert. Il serait puéril de s'enlever le bénéfice du Crédit agricole par trop de timidité, et si, dans certains cas, la clause de l'article 3 pour les garanties de l'Etat paraissait excessive même au rapporteur de la loi, combien le serait-elle davantage pour une caisse régionale qui, située près des caisses locales ses adhérentes, est à même de les apprécier à leur juste valeur : surtout quand ces caisses locales stipuleront la responsabilité solidaire et illimitée des membres, ou quand elles établiront la responsabilité limitée au capital, mais proportionnelle et solidaire de tous les porteurs de parts. Car alors nous pourrions dire ce que disait M. Lourties pour les caisses régionales :

« Elles se créeront ainsi plus facilement avec
« des capitaux et des responsabilités profession-
« nelles, c'est-à-dire agricoles, et l'on arrivera
« ainsi à la solution du problème en exigeant le
« moins possible de capitaux et le plus possible
« de garanties ».

La caisse régionale aura plus de garantie pour ses avances avec une caisse rurale à responsa-

bilité illimitée qu'avec une caisse à capital, mais à responsabilité limitée à ce capital.

Telles sont les opérations permises aux caisses régionales. Cet escompte, elles ne peuvent le faire qu'aux membres des sociétés locales. Ces avances elles ne peuvent les faire qu'aux sociétés elles-mêmes.

Ceci amène une réflexion. Nous avons vu que, dans la fondation d'une caisse régionale, $\frac{2}{3}$ des parts sont réservées de préférence aux caisses locales, mais que les membres d'un syndicat agricole peuvent venir souscrire l'autre $\frac{1}{3}$, ou même davantage, s'il y a lieu. Le sociétaire, qui a ainsi souscrit une part, peut ne faire partie d'aucune caisse locale. Ne pourra-t-il pas faire escompter des effets par la caisse régionale ou obtenir des avances. Quelque bizarre que puisse paraître cette solution, il faut répondre non. La loi a, en effet, rayé des fonctions de la caisse régionale celle qui, d'après le projet de M. Méline, la faisait agir en certains cas comme caisse locale. Elle ne doit donc plus faire d'opérations qu'avec ces caisses soit par escompte, soit par avances (1).

« Toutes autres opérations lui sont interdites ».

1. Voir circulaire du Ministre de l'agriculture (octobre 1899).

Qu'est-ce à dire ? Nous avons pourtant vu, en étudiant les ressources dont dispose la caisse régionale, qu'elle peut recevoir des dépôts, émettre des bons. Est-ce que ce ne sont point là des opérations ?

Si, mais il faut faire une distinction.

L'article 2 énumère limitativement les opérations qui sont le but de la caisse régionale, pour lesquelles elle a été fondée et qui seront ses sources de bénéfices normaux, mais elle ne limite pas les opérations qui sont le moyen d'atteindre ce but. Pour faire cet escompte et ces avances il lui faudra des fonds, son capital étant immobilisé et les avances de l'Etat ne suffisant pas, elle recevra des dépôts, pour lesquels elle paiera un intérêt normal et émettra des bons.

Mais il peut arriver qu'à un certain moment la caisse régionale ait plus de fonds qu'il ne lui en faut, que fera-t-elle de cet excédent ? En droit commun toute société emploie l'argent ainsi momentanément inutilisé en valeurs de tout repos, c'est-à-dire considérées comme ayant une valeur à peu près stable. Telles sont les rentes sur l'Etat, les actions ou obligations des grandes compagnies de chemins de fer, etc.... toutes valeurs ayant la garantie de l'Etat.

Ces opérations seront-elles permises aux caisses régionales ?

On leur a refusé ce droit (1), en disant que le législateur a voulu éviter tout gain spéculatif plus ou moins déguisé ; ces valeurs sont sujettes à des variations de cours, par suite à des spéculations. Il peut donc y avoir gain réalisé et cela, par un capital mis en activité dans une opération qui n'a aucun caractère de mutualité. Sans doute le législateur a voulu défendre aux caisses régionales toute opération qui puisse aboutir à la spéculation. Mais, autre chose est spéculer, autre chose est bien administrer. Toutes les mesures de bonne administration doivent être permises aux caisses régionales.

Cette théorie aboutit du reste à une impasse. Continuant son argumentation jusqu'au bout, l'auteur leur refuse même le droit de placer leur argent dans une caisse publique, si le compte courant n'est pas ouvert à vue. Il est facile de voir la situation faite aux caisses régionales qui se trouvent ainsi dans l'obligation, ou de refuser les dépôts dont elles auraient besoin peu après, ou bien de leur donner un intérêt minime, peut-

1. M. Maurin. (Circulaire du Musée social, 1899).

être 1/2 p. 0/0 (intérêt des dépôts à vue), ce qui revient presque à la même chose en réalité, ou bien alors de servir au déposant un intérêt supérieur à celui qu'on leur donnera à elles pour leur dépôt en compte courant et à vue.

Sans doute nous sommes obligés de reconnaître que les placements en rentes sur l'Etat, ou en titres garantis par l'Etat, comportent un certain aléa puisque ces valeurs haussent et baissent chaque jour. Mais est-ce de la part de celui qui place ainsi son argent une spéculation, ne considère-t-on pas plutôt cette opération comme un acte de bonne administration ? Fera-t-on un reproche au tuteur, qui a ainsi placé la fortune de son pupille, si par la suite ces valeurs viennent à baisser et qu'il y ait perte pour ce dernier ? Evidemment non. Et, dans notre législation, il y a des établissements que le législateur a pris sous sa protection et à qui il interdit rigoureusement toute spéculation : telles sont les communes, les établissements de bienfaisance ; ils n'ont même pas la permission de déposer leur argent chez un banquier, on considère cela comme dangereux, on leur ordonne de déposer leurs fonds à la caisse des dépôts et consignations et ils peuvent l'employer en rentes sur l'Etat.

Mais où la ressemblance est plus frappante encore, c'est pour les caisses d'épargne (les caisses rurales ne sont-elles pas aussi de véritables caisses d'épargne) qui sont particulièrement intéressantes. Les fonds qui y sont déposés sont, ou plutôt devraient être ceux des petites gens, analogues à ceux qu'on voudrait voir remplir les caisses rurales. C'est à elles surtout qu'on doit défendre la spéculation. Eh bien, loin de défendre à ces caisses les placements de leurs fonds en valeurs d'Etat ou garanties par lui, le législateur, au contraire, l'a ordonné. Ce sont les articles 1 et 10 de la loi du 20 juillet 1895, la caisse régionale du Sud-Est et d'autres ont inscrit cette faculté dans leurs statuts.

Il est évident qu'elles pourront faire, ainsi que l'ont inscrit dans leurs statuts les caisses de Chartres et de Nancy, des recouvrements et des paiements pour les sociétés locales. C'est un simple service leur rendre et qui peut diminuer les frais généraux. Celles-ci leur rendront le même service dans leur ressort, une compensation règlera le tout. Economie de temps, économie d'argent : la mutualité ne vise pas autre chose et interdire ces opérations serait aller à l'encontre de la loi.

Administration.

Ici, la loi a été très brève, elle n'édicte rien de nouveau, et le régime auquel se trouvent soumises les caisses régionales est le même que celui des caisses locales créées par la loi de 1894.

L'article 5, paragraphe 3, se borne à dire : « Les statuts détermineront le mode d'administration des sociétés ». Toute liberté est donc laissée aux caisses régionales pour régler leur administration.

Nous allons voir par quelques exemples comment elles l'ont appliquée. Les rouages administratifs seront les mêmes que ceux des sociétés anonymes ordinaires et par suite se composent : des administrateurs, des commissaires de surveillance, des assemblées générales.

1^o Les administrateurs.

Il peut y en avoir un ou plusieurs. Dans ce cas, ils forment un conseil d'administration qui pourra élire un directeur. C'est la règle générale.

Dans la caisse régionale du Sud-Est, il y en a de 6 à 15. Dans celle de l'Est, de 5 à 9, dans celle de la Beauce et du Perche, 9 plus un délégué par chaque caisse affiliée.

Ils sont nommés généralement à temps :

Dans la 1^{re} caisse, pour 6 ans et renouvelés par tiers tous les deux ans.

Dans la 2^e, pour trois ans et renouvelés par tiers, tous les ans.

Dans la 3^e, pour 3 ans, et renouvelés par tiers tous les ans.

et sont indéfiniment rééligibles.

Les fonctions sont généralement gratuites, tout au plus reçoivent-ils des indemnités pour les frais qu'ils ont pu faire. Leurs pouvoirs sont les plus étendus et tout ce qui n'est pas réservé à l'Assemblée générale est de leur compétence. Ce sont eux, ou l'un d'eux, qui doivent représenter la société dans toutes ses opérations ainsi qu'en justice. Ce sont donc là des fonctions très importantes, et il est nécessaire de bien choisir les hommes qu'on met à les remplir. Quels sont-ils ? Qui peut être administrateur ?

La loi du 21 mars 1884 n'admet pour être administrateur d'un syndicat que des Français jouissant de leurs droits civils. Il semble bien que la même condition doit être imposée aux administrateurs des Caisses Régionales. Mais, ainsi que le mentionnent certaines caisses dans leurs statuts, les membres du conseil

seil d'administration peuvent être pris en dehors des membres des caisses associées.

Les statuts peuvent exiger que les administrateurs possèdent une ou plusieurs parts (1). Mais cette exigence n'est point réclamée par la loi et, de fait, la plupart des statuts que nous avons consultés ne le mentionnent pas. Mais il en sera presque toujours ainsi.

Les administrateurs sont responsables à la fois envers la société et les créanciers sociaux.

Envers la société, leur responsabilité découle du mandat et la plupart des statuts mettent qu'ils ne seront responsables que de l'exécution de leur mandat. Elle existera quand il y aura eu de leur part, faute dans la gestion, violation d'une disposition légale ou d'une clause des statuts.

En vertu de l'art. 1166 du code civil, les créanciers peuvent aussi exercer cette action au lieu et place de la société. Et de plus, les articles 1382 et 1383 leur permettent de les actionner directement pour le préjudice qui leur a été causé par leur faute. Mais, la plupart des statuts portent qu'ils ne contractent aucune obligation personnelle solidaire à raison de leur gestion.

1. Exemple. Caisse du Sud-Est.

De plus, l'article 6 de la loi de 1894 a édicté une peine pécuniaire, variant de 16 à 500, et une *peine correctionnelle* qui s'applique ici et qui peut leur être infligée. « Les membres
« chargés de l'administration de la société seront
« personnellement responsables, en cas de vio-
« lation des statuts ou des dispositions de la
« présente loi, du préjudice résultant de cette
« violation. Ils pourront être poursuivis et punis
« d'une amende de 16 à 200 francs... »

.
« Au cas de fausse déclaration relative aux
« statuts ou aux noms et qualités des adminis-
« trateurs, des directeurs ou des sociétaires, l'a-
« mende pourra être portée à 500 francs ».

C'est avec juste raison que M. Lourties s'est élevé contre cette peine, dans son rapport au Sénat, et proposa de modifier cet article, en supprimant la peine correctionnelle spéciale qu'il édicte et qui a fait reculer beaucoup de fondateurs. Il ne faut pas oublier cependant que, ces sociétés ayant toutes facilités pour se constituer, elle apporte une garantie nouvelle aux tiers qui pourront traiter avec elles.

2° *Commissaires de surveillance.*

Il peut y en avoir un ou plusieurs, et dans ce cas ils forment le conseil de surveillance. Mais la loi de 1899, pas plus que celle de 1894, n'en exige. « Aussi les statuts peuvent-ils en constituer un et en régler librement la constitution et le fonctionnement » (1).

De fait les statuts des Caisses Régionales ont tous prévu la nomination d'un ou de plusieurs commissaires de surveillance, qui doivent faire un rapport à l'Assemblée générale sur la situation de la société.

Ils sont nommés par l'Assemblée générale qui peut nommer qui elle veut : leurs fonctions doivent être bien délimitées par les statuts, et, ces fonctions étant toutes de contrôle, tout le monde peut être admis à les remplir. Ils doivent éviter avec soin de s'immiscer dans la gérance de la Caisse Régionale et seront responsables de leur mandat vis-à-vis de la société et, en vertu du droit commun (art. 1382 et 1383 Code civil), de leur faute vis-à-vis des tiers.

1. M. Lyon-Caën : *Traité de droit commercial. Les sociétés de crédit agricole.*

3° Assemblées générales.

« L'Assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des porteurs de parts ou sociétaires ». Ainsi s'expriment presque tous les statuts des caisses régionales. C'est que ce sont des sociétés *intuitu personæ* et mutuelles. Chaque sociétaire porteur de parts doit au moins avoir une voix. Le nombre de voix peut être proportionné au nombre de parts pour une même personne, mais il y a un maximum que l'on ne peut dépasser, 5 voix dans la caisse de la Beauce, 10 voix dans la caisse de l'Est ainsi que dans celle du Sud-Est. Autrement les décisions de l'Assemblée appartiendraient uniquement à un petit nombre de porteurs de parts.

Ily a l'assemblée générale constitutive puis les assemblées ordinaires et extraordinaires.

L'Assemblée générale constitutive est une de plus importantes, car elle a à nommer les premiers administrateurs et à vérifier la réalité du versement du $\frac{1}{4}$ du capital souscrit. Aussi, pour qu'elle délibère valablement, certains statuts (Caisse du Sud-Est et de la Beauce) demandent qu'il y ait un nombre de porteurs de parts représentant au moins la $\frac{1}{2}$ du capital social

La caisse de l'Est n'exige que la représentation du quart, mais demande une majorité des $\frac{3}{4}$.

Il en est de même des Assemblées générales extraordinaires qui ont à délibérer sur des modifications aux statuts, sur la prorogation ou la dissolution de la société.

Les Assemblées générales ordinaires délibèrent valablement sur toutes autres questions, quand elles comptent un nombre de porteurs de parts représentant le $\frac{1}{4}$ du capital souscrit. Elles se réunissent au moins une fois ou deux fois par an (caisse de l'Est), délibèrent et statuent souverainement sur tous les intérêts de la société.

*Secrétaire comptable. Livres de commerce.
Inventaire. Bénéfices. Réserve.*

Les caisses régionales étant soumises à la loi de 1894 sont des sociétés commerciales.

Un secrétaire comptable, le seul généralement rémunéré, sera chargé de la gestion de la caisse.

Il devra donc tenir conformément au code de commerce (art. 8 et suivants) :

1° Un livre journal qui présente, jour par jour, les dettes actives et passives de la société, ses

opérations de commerce, tout ce qu'elle reçoit et paie, à quelque titre que ce soit :

2° Un livre enregistreur des lettres qu'elle reçoit.

3° Un livre copie de lettres.

4° Un livre inventaire relatant, année par année, les dettes actives et passives et l'avoir.

Tels sont les livres obligatoires : la loi n'en a pas exigé d'autres. Toutefois il semble bien qu'un livre soit nécessaire : c'est celui qui servira à inscrire les avances de l'Etat aux caisses régionales, ainsi que l'emploi de ces avances. La loi ne l'ordonne pas et il n'y aurait aucune sanction contre une caisse régionale qui n'en tiendrait pas, mais il aidera ainsi beaucoup le contrôle et la surveillance qui seront nécessaires à l'Etat, pour voir si ses avances ont été employées conformément au vœu de la loi, c'est-à-dire à des entreprises agricoles.

Un inventaire devra être dressé chaque année. Chaque année aussi les administrateurs devront déposer, dans la première quinzaine de février, en double exemplaire, au greffe de la justice de paix du canton, avec la liste des sociétaires à cette date, le tableau sommaire des recettes et

des dépenses ainsi que des opérations effectuées dans l'année précédente.

La caisse régionale ne doit pas viser à faire des bénéfices, mais si la société fonctionne bien elle doit en faire forcément. Ces bénéfices, comme ceux des caisses locales, ne seront pas distribués aux porteurs de parts proportionnellement à leurs parts. Ils serviront d'abord à payer les frais généraux, rembourser les avances de l'Etat, payer l'intérêt des parts et des dépôts ; et les $\frac{3}{4}$ de ce qui restera alors serviront à constituer un fond de réserve, jusqu'à ce qu'il ait atteint au moins la moitié du capital social (1). Le surplus, c'est-à-dire les 25 pour 0/0, sera alors distribué entre les caisses locales, au prorata de leurs opérations avec la caisse régionale. L'argent retournera ainsi à ceux qui l'ont versé et dans la même proportion. La mutualité telle que nous l'entendons ne vise pas autre chose : la facilité des emprunts et la diminution du loyer de l'argent.

Mais ici la loi de 1899 n'apporte aucune modification à la loi de 1894, et les inconvénients

1. Et ici on ne pourra pas dire que le minimum en puisse être 0, comme on l'a dit pour les caisses locales, puisque nous avons vu qu'il est de l'essence des caisses régionales de se fonder avec un capital donné.

restent les mêmes pour les Caisses Régionales et les caisses locales ; les 25 pour 0/0 pourront être distribués, mais ne le seront pas forcément. Ils peuvent être aussi ajoutés au fond de réserve et la loi permet, lors de la dissolution de la société, de partager l'actif entre les porteurs de parts, proportionnellement à ces parts. On voit d'ici le danger, la spéculation peut se glisser sous la forme de plusieurs agriculteurs ayant un grand nombre de parts. Toutefois ce danger est bien moins grand pour les Caisses Régionales que pour les caisses locales. Et du reste dans tous les statuts des Caisses Régionales fondées, que nous avons pu consulter, nous avons constaté, d'après le vœu de la loi, cette clause de la distribution annuelle du quart des bénéfices au prorata des opérations.

Il est évident qu'à la dissolution, l'impôt des valeurs mobilières, dont sont exemptées les Caisses Régionales, doit être perçu sur ces bénéfices distribués aux porteurs de parts, car ce n'est pas un avantage dont la loi veut faire bénéficier les porteurs de parts, mais bien les opérations agricoles faites avec la société.

Commission créée par la loi.

Le premier projet du gouvernement (1) chargeait le conseil d'Etat de statuer sur les conditions et les bases de l'attribution des avances de l'Etat, sur la durée de ces avances et sur les délais et leur mode de remboursement par un décret en forme de règlement d'administration publique. Mais la Chambre ne lui conserva pas cette attribution.

La loi a fixé elle-même le maximum de délai de ces avances qui toutefois peuvent être renouvelées, nous l'avons vu. La répartition en a été confiée au ministre de l'agriculture, assisté d'une commission spéciale qui doit être nommée par décret. Cette commission, composée de 23 membres, comprend :

« Le ministre de l'agriculture, président, deux sénateurs, trois députés, un membre du Conseil d'Etat, un membre de la Cour des Comptes, le gouverneur de la Banque de France ou un délégué, deux fonctionnaires du ministère des

1. Projet Méline.

Finances, six représentants de sociétés de crédit agricole mutuel, régionales ou locales, choisis parmi les membres de ces sociétés, trois membres du Conseil supérieur de l'agriculture.

La compétence de cette commission, en pareille matière, lui sembla plus assurée que celle du Conseil d'Etat.

Mais quel sera le rôle de cette commission, celui du ministre de l'agriculture ?

Le rôle de la commission est un rôle tout consultatif. Elle se bornera à examiner les statuts des caisses régionales qui lui seront envoyés, ainsi que les demandes d'avances et donnera son avis : ainsi le veut la loi. Ce sera ensuite au ministre, responsable de ses actes, de suivre ou de ne pas suivre cet avis ; mais il y a là pour lui une grande indication et il est tout probable que ces décisions de la commission feront loi en pareille matière et seront très importantes pour les caisses régionales qui viendront à se fonder dans la suite.

C'est donc, en définitive, au ministère de l'agriculture qu'est attribuée la répartition des avances. Il pourrait donc donner des fonds à telle caisse et n'en pas donner à telle autre. La caisse régionale, qui est constituée conformé-

ment à la loi et qui a droit aux avances de l'Etat, aura un recours contre un tel acte. Au ministre, elle pourra demander de rétracter l'acte qu'il peut réformer sauf les droits acquis. Ou bien elle pourra attaquer sa décision devant le Conseil d'Etat car il s'agit là d'un acte administratif.

Comme nous l'avons déjà vu à propos des avances, c'est aussi cette commission qui sera chargée de fixer les moyens de contrôle et de surveillance à exercer sur les caisses régionales, sans toutefois pouvoir se mêler de leur administration. Elle décidera les délais de remboursement des avances qu'elle aura faites à ces caisses sans pouvoir dépasser la limite légale de cinq ans, et elle devra suivre périodiquement le roulement et le remboursement de ces avances, car c'est ainsi, et ainsi seulement, qu'elle pourra juger de la bonne répartition qu'elle aura faite et du degré de solvabilité de chaque caisse.

De plus le Ministre adressera chaque année au Président de la République un compte-rendu des opérations faites en exécution de la présente loi et ce rapport sera publié au journal *Officiel*.

Droits et exemptions de droit.

La loi de 1894, qui les a déclarées sociétés commerciales, a en même temps exempté les Caisses locales de l'impôt de la patente et des valeurs mobilières qui grèvent toutes les autres, (art. 4). Les Caisses régionales jouissent par suite du même avantage.

Elles restent encore soumises au droit d'enregistrement, fixé par la loi du 28 avril 1893, art. 19 (1).

« Sont soumis au droit proportionnel les
« actes désignés dans l'art. 1^{er} de la loi du 18
« février 1872. Le droit sera liquidé sur les
« sommes ou valeurs actuellement passibles du
« droit fixé gradué. La quotité est fixée à 0.15
« p. 0/0 pour les partages et 0 20 0/0 pour les
« autres actes ».

Et dans l'énumération de l'art. 1^{er} de la loi de 1872, nous trouvons : « Les actes de formation et de prorogation de sociétés qui ne contiennent ni obligation, ni libération ou transmission de biens meubles ou immeubles entre les associés ou autres personnes ».

1. Houpin. *Traité des Sociétés*, 1899.

Mais, d'après les déclarations faites à la Chambre par M. Méline, disant qu'il n'y avait pas d'acte mais des statuts, et que le dépôt des statuts tiendrait lieu d'acte, il semble bien que l'enregistrement n'est nécessaire que pour produire en justice. Le droit à payer est alors de 0.20 0/0 plus les décimes, c'est-à-dire 0.25 0/0, si la société est avec capital, et c'est toujours le cas ici.

Les parts sont soumises à l'impôt du timbre de dimension réglé par la loi du 13 brumaire an VII et augmenté de deux décimes par la loi du 23 août 1871.

Etant cessibles et non négociables (1), elles échappent, d'après la loi du 5 juin 1850 (art. 25), à l'impôt établi par cette même loi.

Mais elles paient l'impôt de 0.50 p. 0/0 de transmission des titres nominatifs, établi par la loi du 23 juin 1857 modifiée ; car la Cour de cassation a décidé (2), que toute cession ayant pour objet un droit incorporel mobilier (art. 529, Code civil), c'est-à-dire dont la transmission s'opère abstraction faite des meubles et des

1. M. Lyon-Caen, « *Les parts sociales sont des parts d'intérêts* ».

2. Arrêt du 14 novembre 1877.

immeubles de la Société formant un être moral, n'est assujettie qu'au droit de 0.50 (au lieu de 2 p. 0/0). Peu importe que les droits sociaux soient ou non représentés par des titres particuliers et cela, pour toutes les sociétés, sous quelque forme qu'elles soient constituées.

Responsabilités. Violation des Statuts.

Sanction.

La loi n'apporte aucune disposition nouvelle aux responsabilités des Sociétés et de leurs membres. Elles sont les mêmes que celles de toutes les caisses locales et diffèrent comme elles à ce sujet des autres sociétés. Dans les sociétés en nom collectif tous les associés sont tenus, envers la société et les tiers, des dettes sociales sur tous leurs biens et solidairement, c'est une garantie qui permet à ces sociétés de se fonder sans capital avec une seule raison sociale. Dans les sociétés par actions le capital est tout, l'actionnaire ne compte pas au point de vue social, et une fois que le prix de l'action a été versé, on ne peut plus rien récla-

mer à l'associé, car il n'est tenu des dettes que jusqu'à concurrence de son action. Sous la condition expresse de le mentionner dans leurs statuts les Caisses régionales peuvent limiter à leur gré la responsabilité de leurs associés.

Trois cas peuvent donc se présenter.

Les deux premiers n'amènent pas de situation nouvelle. Les statuts peuvent stipuler la responsabilité illimitée des porteurs de parts, ou limitée à leurs parts. C'est alors la même solution que dans les sociétés en nom collectif ou anonymes par actions. Mais les statuts peuvent aussi, et c'est là que se trouve la différence, la nouveauté, stipuler que chaque associé sera responsable jusqu'à concurrence de deux, trois ou quatre fois sa part sociale ou jusqu'à concurrence d'une somme déterminée. C'est facile, puisque les parts sont nominatives et ne sont pas négociables.

Tout adhérent, possesseur de parts, qui céderait une part sans l'assentiment de la société, pourrait voir cette cession annulée vis-à-vis d'elle. Il pourra être exclu et se voir rembourser sa part. Toute cession qui n'a pas l'assentiment de la société n'engage pas cette dernière vis-à-vis du cessionnaire et est nulle.

Mais tout associé a le droit de démissionner quand il le veut, sauf la restriction apportée par la loi (1) à savoir : que le capital de la société ne pourra descendre par la reprise des apports au dessous du capital de fondation. Aucune démission ne peut être admise si elle met la société dans ce cas.

La situation de l'associé, qui a donné sa démission, n'est plus la même que dans les sociétés ordinaires. Là il reste responsable pendant cinq ans vis-à-vis de la société et des tiers, mais après ces cinq ans il est dégagé de toute responsabilité ; il y a prescription. Ici il reste responsable (2) jusqu'à ce que les opérations entreprises par la société avant sa sortie aient été complètement liquidées. C'est là une obligation fort lourde, mais qui s'explique par le caractère de mutualité des caisses régionales. Toutefois, à la dissolution de la société, les associés non liquidateurs bénéficient de cette prescription quinquennale, conformément à l'article 66 du code de commerce.

Nous avons déjà vu la responsabilité des admi-

1. Loi de 1894, art. 1^{er}.

2. Loi de 1894, art. 2.

nistrateurs qui est aussi la même que dans les autres sociétés de crédit agricole.

Une seule sanction est apportée par la loi, mais elle ne revêt aucun caractère de pénalité. Elle est toute financière et n'a lieu que dans un cas particulier, dans le cas de violation des statuts ou de modifications à ces statuts qui mettraient en péril les avances de l'État, ou du moins qui en diminueraient les garanties de remboursement. Dans ce cas, c'est le remboursement immédiat que l'Etat se réserve le droit d'exiger : C'est là une simple mesure de sûreté et une mesure excellente. Elle pourra être très dure pour une caisse et son application lui causera peut être un très grand préjudice. Aussi faudrait-il agir avec prudence et en tout cas l'administrateur coupable sera responsable de tout le préjudice qu'il aura occasionné par sa faute. Mais il faut que la violation ou la modification des statuts diminue les garanties de remboursement de l'État : c'est la condition suffisante, mais nécessaire. Toute autre violation ou modification des statuts ne donnerait pas lieu au retrait immédiat des avances.

Dissolution.

Les statuts devront aussi déterminer les conditions et les règles applicables à la dissolution et à la liquidation de la société.

La dissolution peut avoir lieu pour plusieurs raisons :

1° Par l'expiration du temps pour lequel la société a été contractée.

2° Par la volonté des associés, volonté exprimée par l'assemblée générale.

3° Par la faillite ou liquidation judiciaire.

4° Par décision du tribunal (art. 6 loi de 1894), en cas de violation des statuts ou de la loi.

C'est là une clause très dure et qui fait que beaucoup de sociétés ont hésité à se placer sous le régime de la loi de 1894, par crainte de ces ennuis incessants et de ce contrôle. C'est une menace de dissolution permanente suspendue au-dessus d'elles.

5° Pour celles qui sont à capital variable, c'est-à-dire pour presque toutes, lorsque le capital social viendrait à être réduit au dessous du capital initial ou de fondation par suite de reprises des apports ou de pertes.

Les Caisses régionales étant des sociétés de

personnes la mort de d'un de leurs membres doit-elle en amener la dissolution? (1). Nous ne le croyons pas. Ce sont des sociétés à capital variable et on peut exclure un membre sans que, pour cela, la société soit dissoute. Cependant les statuts feront mieux de spécifier ce cas. C'est ainsi que les statuts de la Caisse de l'Est le prévoient.

Article 15. — On perd la qualité de sociétaire : a. b. par décès.

Les statuts devront aussi prévoir la nomination d'un ou de plusieurs liquidateurs qui dès lors représentent valablement la société, ainsi que l'emploi des fonds qui formeront la réserve de la société à sa dissolution. Ceux-ci peuvent être distribués aux associés proportionnellement à leurs parts, ou sont employés à fonder et à doter une œuvre agricole.

1. Art. 1865. Code civil.

CONCLUSION

La loi nouvelle constitue un grand pas en avant pour le crédit agricole. Il entre dans une nouvelle phase et nous allons assister à ses progrès. D'ardents champions combattent en France pour lui depuis bientôt dix ans ; par leurs congrès, leurs ouvrages et publications ils nous ont fait connaître ce qui se passait à l'étranger. Leurs revendications viennent d'obtenir gain de cause, en partie du moins, mais leur lutte n'est pas finie car ils n'ont encore posé que la charpente, il reste à élever l'édifice. Les succès déjà obtenus font bien augurer de l'avenir ; il y a à peine un an que la loi est votée et déjà un assez grand nombre de caisses régionales ont été fondées (1). Toutefois ne leur souhaitons pas un

1. Citons entre autres : les Caisses régionales du Crédit Agricole Mutuel, de l'Est, du Sud-Est, de la Charente (transformée) de Chartres, de Nantes, etc... Il doit y en avoir de 15 à 20 environ.

développement trop rapide. Que ces sociétés ne poussent pas comme des champignons pour employer le style imagé de M. de Miquel (1) car elles risqueraient d'être factices, de n'exister que sur le papier et d'être vouées dès leur naissance à une mort certaine.

L'appui donné par l'Etat, sous forme d'avances sans intérêt à *des opérations agricoles*, a fait adopter des caisses exclusives, fondées entr'agriculteurs seuls. Beaucoup auraient préféré l'établissement de banques urbaines locales, de crédit populaire et agricole à la fois, issues aussi de la libre initiative, parce qu'elles eussent permis plus intimement la fusion des épargnes des villes avec celles des champs, la coordination du crédit urbain avec le crédit rural (2). Il est certain, en effet, que par là une plus grande facilité aurait été donnée à ces caisses pour équilibrer les dépôts et les emprunts. On a vu que le point faible des caisses régionales actuelles, c'est que presque tous les dépôts auront lieu aux mêmes époques, de même que les emprunts. Il y a donc là

1. *Economiste français*, 17 décembre 1898. Article de M. Maurice Block.

2. *Centre fédératif du crédit populaire*.

un inconvénient très sérieux, puisque les chiffres des emprunts et des dépôts sont proportionnés l'un à l'autre. Mais ce sera surtout un inconvénient des premiers temps, car nous avons vu que, soit du côté des caisses d'épargne, soit du côté des particuliers étrangers à la caisse, les fonds peuvent venir en nombre assez considérable aux caisses régionales.

Et à ce projet de banques mixtes, il y avait un grave inconvénient, c'est que beaucoup de ces caisses, suivant l'exemple des caisses Schulze-Delisch, auraient pu se lancer plutôt dans le crédit urbain, plus facile et souvent plus profitable, pour délaisser le crédit à l'agriculture : c'eût été dévier de leur but primitif. Et il est certain qu'en Allemagne les plus grands résultats ont été obtenus par les caisses Raiffeisen qui ne font que du crédit agricole. D'un autre côté il y avait avantage à créer ces organes exclusifs, pour faciliter le contrôle et la surveillance de l'Etat, pour le rendre moins lourd à ces institutions privées.

Du point de vue auquel le législateur s'est placé : mettre le crédit agricole à la portée des plus petits, des plus pauvres, l'avantage de la loi sur le projet de banque centrale à l'instar des banques coloniales nous paraît évident.

Sans doute on aurait pu étendre les attributions de cette banque en lui permettant de faire du crédit personnel aux cultivateurs, aux associations de cultivateurs. Mais elle n'aurait pas cherché à développer ces associations, car les affaires faites avec elles lui auraient, en général, rapporté bien peu de chose à côté des opérations faites avec les grands agriculteurs qui auraient pu lui donner à moindres frais plus de garantie. Petits ou grands, ceux qui ont quelque crédit, n'ayant plus un avantage immédiat à s'associer ne l'auraient probablement point fait.

De plus il aurait pu y avoir lutte, rivalité d'intérêts entre ces associations locales et la banque, de prêteur à emprunteur, comme entre le propriétaire et le fermier, tandis qu'entre caisses régionales et caisses locales les intérêts sont identiques, la bonne entente est assurée comme entre métayers et propriétaires, car ce sont en définitive les caisses locales et leurs membres qui participent aux bénéfices de la caisse régionale.

Ces banques auraient fait comme les banques d'Ecosse. On les cite partout comme modèles, et il est certain qu'elles ont démocratisé le crédit plus que les établissements des autres pays, mais « elles ne l'accordent cependant qu'à des

« hommes jouissant d'un certaine aisance et possédant des ressources bien supérieures à celles dont dispose la majorité de nos paysans (1) ». Les fermiers, qui en profitent, sont de véritables industriels qui entreprennent l'exploitation d'un domaine, comme d'autres l'exploitation d'une usine. Tel n'est pas le cas des caisses, à responsabilité illimitée pour la plupart ou limitée, que le Centre Fédératif et l'Union des Caisses rurales ont déjà contribué à répandre un peu partout.

Mais les meilleures institutions ont elles-mêmes leurs défauts, leur côté faible : et dans la pratique ils peuvent amener de sérieux inconvénients. Il en est de même ici : il est certain que si tous les agriculteurs pouvaient faire partie des petites caisses locales la loi serait générale et utile à tous. Mais pour quelques-uns ces institutions peuvent être inaccessibles, car les caisses rurales sont des sociétés « *intuitu personæ* », nous l'avons vu, et, pour en faire partie, il faut l'assentiment des autres membres. Certains pourront donc être écartés systématiquement de ces caisses. Il est vrai de dire cependant, que ni la circonscription sur laquelle peut s'étendre une caisse, ni le nombre de ses mem-

1. Durand. *Le Crédit agricole*.

bres ne sont limités, et alors il est toujours loisible à ceux qui n'ont pu entrer dans une caisse existante de former à leur tour une caisse locale qui pourra devenir sociétaire de la caisse régionale. Mais il peut y avoir là de grands inconvénients, et c'est un des points faibles de la nouvelle institution.

Il est vrai de dire aussi que, ne seront en général systématiquement écartés des caisses existantes que ceux qui ne peuvent prétendre au crédit, qui sont trop obérés pour pouvoir se relever. A ceux-là il ne reste plus qu'un moyen : vendre. Leur situation n'est pas différente de celle des commerçants, on en voit tous les jours qui font faillite et pour eux le crédit existe cependant, mais ils ne peuvent s'en servir parce qu'ils ont été malheureux, mais aussi peut-être parce qu'ils en ont fait un mauvais usage. Vouloir venir quand même à leur secours serait trop souvent subordonner l'intérêt général à l'intérêt de quelques-uns; ce serait prolonger une lente agonie et retenir là des forces qui pourraient être mieux employées ailleurs.

Sous le prétexte pourtant que la loi nouvelle ne répondait pas au but visé : venir en aide aux petits cultivateurs et propriétaires éprouvés par la crise agricole, M. Laterrade a repris le projet

d'une grande caisse centrale agricole d'Etat (1).

« Ces sociétés » dit-il, en parlant des nouvelles caisses régionales qui d'après lui ne pourront pas être constituées partout, « ne peuvent être
« formées qu'entre agriculteurs ne possédant
« pas de capitaux mais solvables et grands pro-
« priétaires, possédant des capitaux et consen-
« tant à les prêter moyennant un intérêt modi-
« que à leurs confrères qui en manquent. » Et il ne sera pas possible de trouver toujours assez des uns et des autres.

Le promoteur de ce projet oublie sans doute l'exemple que nous avons cité et qui a été donné par la caisse d'épargne de Marseille. Les caisses du genre Raiffeisen ne sont pas constituées ainsi et ce sont les véritables caisses rurales : beaucoup se forment sans capitaux et la constitution du capital, qui devient nécessaire pour la fondation d'une caisse régionale, ne l'est point pour celle d'une caisse locale. Ce ne sont point seulement les capitaux des grands propriétaires qui seront appelés à alimenter les Caisses Régionales, mais aussi et surtout peut être les épargnes urbaines.

Partant de là, il veut que l'avance de 40 mil-

1. *Documents parlementaires*, Sénat, 1899, n° 118.

lions et la redevance annuelle soient versées à cette caisse et portent intérêt à 3 0/0, à partir du jour de leur versement. Ce sera là le capital qui servira à alimenter la banque et elle trouvera encore des ressources dans les sommes qui pourront lui être allouées par le Parlement, les départements, les communes ou les particuliers.

Des avances faites par la Banque de France il fait trois parts :

Une première sera destinée aux Caisses Régionales.

Une deuxième, aux avances directes faites aux particuliers.

La troisième est réservée et son affectation ne pourra être faite que par une loi.

Pour les avances aux Caisses Régionales, à part cette réduction des $\frac{2}{3}$, rien n'est changé et la commission que nous avons vue fonctionnerait toujours.

Mais pour les avances directes il établit une triple échelle de répartition.

La Commission, créée par la loi du 31 mars 1899, les répartira entre les départements.

Dans chaque département, une commission

spéciale les répartira entre les cantons (1).

Dans chaque canton une autre commission les répartira entre les demandeurs (2).

Les avances, qui pourront être faites, soit en numéraire, soit en nature, porteront intérêt à 3 0/0 à moins qu'une loi ne vienne modifier ce taux ; et elles sont faites pour une durée qui ne peut excéder vingt ans : le remboursement doit toujours commencer au moins la cinquième année après l'emprunt.

Suivant que l'effet de l'amélioration agricole doive se faire sentir à bref délai ou soit au contraire assez lent, le préfet pourra faciliter le remboursement, mais l'avance ne pourra pas dépasser vingt fois le principal de la contribution directe sur la propriété rurale non bâtie dans le premier cas, et être remboursée en 3 ans. Dans le deuxième cas, l'avance réunie aux emprunts précédents ne devra pas excéder cent fois le

1. Elle comprend : Le préfet président, 3 conseillers généraux et deux conseillers d'arrondissement, un conseiller de préfecture, le professeur départemental d'agriculture, le directeur départemental des contributions directes, un ou deux professeurs d'agriculture du département, six agriculteurs et trois instituteurs (art. 6).

2. Elle est composée d'une façon analogue à la précédente (art. 7).

principal de la contribution foncière sur la propriété mobilière non bâtie.

Les remboursements qui auront lieu soit par annuités, soit par paiements égaux, seront faits comme en matière de contributions directes. Et chaque année, les sommes à payer, intérêts compris, ne devront pas dépasser six fois le principal de la contribution foncière dans le cas des avances à long terme. Les créances de l'Etat seront par suite privilégiées.

M. Laterrade paraît aller bien loin lorsqu'il dit : « Je crois que si l'on perd ce sera peu de chose... l'on ne perdra pas plus qu'avec les Caisses régionales de crédit agricole, avec lesquelles on n'a pris aucune précaution ».

Cette assertion est en contradiction formelle avec l'avis de la Commission qui fut chargée d'étudier le projet de loi, devenu loi. Le rapporteur (1) lui-même, reprochait à l'Etat de pêcher par excès de précaution dans les avances à faire aux Caisses régionales, d'en prendre tellement que son aide deviendrait peut-être illusoire. Et ces précautions prises n'ont subsisté que parce que l'on faisait une expérience et qu'en matière de crédit la prudence est plus nécessaire qu'ailleurs.

1. Rapport de M. Lourties.

C'est au projet de M. Laterrade qu'on pourrait plutôt faire le reproche de ne prendre aucune précaution. Il accumule des commissions de répartition mais point de responsabilités. C'est pour venir en aide à ceux qui ne trouveront pas accès près des caisses locales qu'il l'a présenté, c'est-à-dire à ceux qui sont très obérés, trop obérés, ou à ceux qui demandent un prêt pour un temps très long et qui n'ont pu le trouver près d'un particulier. Celui qui demandera le prêt n'offre aucune garantie, aucune surface. La créance de l'Etat a beau être privilégiée, l'Etat ne doit pas compter sur son privilège pour se faire rembourser, sur l'expropriation. La faire passer avant celle des créanciers précédents serait frustrer indûment ces derniers, la faire passer après serait la rendre illusoire.

Viendraient seuls à cette banque ceux qui n'ont de crédit nulle part et qui n'ont pas l'intention de rendre. Ce serait comme à la Banque populaire de M. Léon Say, mais c'est l'Etat qui paierait. Les emprunteurs sérieux n'y viendraient pas, car le privilège de l'Etat serait de nature dans la suite à diminuer leur crédit près des particuliers.

« A l'heure actuelle, dit M. Reyneri (1), après

1. *Bulletin du Crédit populaire*, décembre 1899.

« tout ce qui a été dit et écrit sur les moyens
« vrais et faux de distribuer le Crédit agricole
« et surtout sur les dangers de toute Caisse
« centrale qui ne serait pas le couronnement
« définitif d'une œuvre et le fruit de la libre ini-
« tiative, ce serait perdre du temps que d'exa-
« miner eu détail une telle institution. L'auteur
« ne se dissimule pas lui-même les conséquen-
« ces fâcheuses qu'elle entraînerait, il prévoit
« les pertes, les expropriations, les hésitations
« que le Gouvernement aurait pour en arriver à
« cette dernière extrémité. Il ne nous dit pas
« cependant que son projet serait un des moyens
« les plus efficaces pour détruire cette petite
« propriété que les esprits sages désirent tant
« favoriser et se console enfin en disant que ce
« qu'il propose est une œuvre de charité ou
« plutôt de solidarité ».

M. Laterrade a raison lorsqu'il dit que c'est là une œuvre de charité, mais on lui objecte fort à propos qu'il ne faut pas faire de telles charités avec les deniers des contribuables. Et quand l'on veut faire une charité, il faut la faire comme telle et ne pas la présenter sous l'aspect d'une affaire ordinaire. Pourquoi faudrait-il en agir autrement avec les agriculteurs qu'avec les autres : ils ne le demandent point.

Quand l'Etat intervient dans le commerce, dans l'industrie c'est généralement par primes : telles sont les primes à l'armement, à la navigation... En agriculture également, des primes aux bonnes cultures, aux produits agricoles, etc... sont données comme encouragement dans les concours des comices de diverses régions. Que ces primes soient données d'une façon plus large, et surtout aux petits cultivateurs, aux petites cultures. Et de même, que par exemple, les primes à l'armement ont vu dans certaines grandes villes reflleurir, ressusciter des industries autrefois prospères, mais depuis complètement ruinées, de même, en agriculture les agriculteurs qui ont besoin de crédit et qui en sont dignes trouveront facilement des capitaux par l'appât d'un bénéfice à réaliser. L'argent ainsi distribué ira plus sûrement à ceux qui l'ont mérité et la culture, mieux conduite, attirera à elle les plus intelligents, ceux qui sont les plus capables de la faire prospérer pour le bien-être général. Que des primes semblables soient données aux nouvelles sociétés, c'est un excellent moyen d'en propager le développement.

Il me semble du reste qu'à ce point de vue de l'intérêt général, il faille beaucoup attendre des

nouvelles caisses régionales. Elles feront beaucoup pour les petits, tout petits agriculteurs, dont elles encourageront et aideront les associations.

Ces associations, au lieu d'être un instrument entre les mains des grandes influences terriennes, comme le dit M. Jaurès (1), pourront au contraire réagir contre elles et en diminuer l'importance sociale. Aujourd'hui en effet les petits paysans sont faibles, isolés en présence du grand propriétaire voisin qui les domine et peut avoir sur eux une bonne influence mais aussi une influence néfaste; une fois associés ils lui échappent, car ils peuvent plus facilement se procurer des capitaux, entr'autres les épargnes urbaines. Les caisses régionales viendront encore augmenter cette indépendance. C'est cet amour du petit propriétaire pour son champ, ce champ ne fût-il qu'« un mouchoir de poche » que la nouvelle loi va développer lorsqu'elle sera connue, car elle permettra au cultivateur de le mieux soigner et à moins de frais, et par con-

1. M. Jaurès accusait les syndicats agricoles d'être entre les mains des grands propriétaires terriens. Or c'est justement l'absence de ces derniers qu'on y déplore au contraire M. de Rocquigny. Les syndicats agricoles et leur œuvre.

séquent d'en retirer un bénéfice plus grand.

Mais comme le crédit n'a en soi rien d'artificiel ni d'arbitraire, qu'il ne relève pas du législateur, et qu'il n'est, comme le dit Stuart Mill, que : « l'autorisation, moyennant une redevance, « de se servir du capital d'autrui », cette autorisation sera donnée d'autant plus facilement que celui qui la demande possède plus et offre par suite plus de garanties de remboursement. Aussi est-ce surtout au moyen propriétaire paysan (1), c'est-à-dire à celui qui a déjà une certaine étendue de terrain, que les nouvelles banques régionales seront les plus profitables : à lui plus qu'au grand propriétaire car c'est lui surtout qui souffre de la cherté du crédit hypothécaire et qui a le plus besoin de crédit. Il obtiendra ainsi plus facilement, à la fois le crédit réel mobilier qui lui coûtera moins cher qu'au fermier et au métayer et le crédit personnel. La loi de 1894, en lui offrant l'association, lui a permis de limiter sa responsabilité. Quand il comprendra mieux son intérêt, il n'hésitera pas à s'associer et alors la caisse régionale pourra lui apporter une aide efficace. Et ce sera là un heureux effet de la loi, car ce que l'on doit se proposer tout d'abord, c'est le relèvement de

1. M. Souchon. *La propriété paysanne*.

l'agriculture et sa meilleure organisation au point économique et social. Et c'est à ce double point de vue que se montre la supériorité de la propriété paysanne sur les deux autres : la grande et la petite propriété.

Mais le législateur aura à corriger les défauts de la nouvelle loi, nous en avons vus qui sont évidents : les autres se montreront peu à peu dans la pratique. Et pour s'être occupé d'une façon spéciale du crédit personnel, il ne doit pas oublier non plus que bien des réformes restent à faire du côté du crédit hypothécaire et même du côté du crédit réel.

Vu par le président de thèse

SOUCHON

Vu par le Doyen

GLASSON

Vu et permis d'imprimer

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

GRÉARD

TEXTE DE LA LOI DU 31 MARS 1899

Les caisses régionales de crédit agricole mutuel.

Article 1^{er}. — L'avance de quarante millions de francs et la redevance annuelle à verser au trésor par la Banque de France, en vertu de la convention du 31 octobre 1896 approuvée par la loi du 17 novembre 1897, sont mises à la disposition du gouvernement pour être attribuées, à titre d'avances sans intérêts, aux caisses régionales de crédit agricole mutuel qui seront constituées d'après les dispositions de la loi du 5 novembre 1894.

Article 2. — Les caisses régionales ont pour but de faciliter les opérations concernant l'industrie agricole, effectuées par les membres des sociétés locales de crédit agricole mutuel de leur circonscription et garanties par ces sociétés. A cet effet, elles escomptent les effets souscrits par les membres des sociétés locales de crédit agricole mutuel de leur circonscription et endossés par ces sociétés. Elles peuvent faire à ces so-

ciétés les avances nécessaires pour la constitution de leurs fonds de roulement.

Toutes autres opérations leur sont interdites.

Article 3. — Le montant des avances faites aux Caisses régionales ne pourra excéder le montant du capital versé en espèces. Ces avances ne pourront être faites pour une durée de plus de cinq ans. Elles pourront être renouvelées. Elles deviendront immédiatement remboursables en cas de violation des statuts ou de modifications à ces statuts qui diminueraient les garanties de remboursement.

4° La répartition des avances sera faite par le ministre de l'agriculture sur l'avis d'une commission spéciale nommée par décret qui sera ainsi composée : Le ministre de l'agriculture président. Deux sénateurs. Trois députés. Un membre du Conseil d'Etat. Un membre de la Cour des comptes. Le gouverneur de la Banque de France ou son délégué. Deux fonctionnaires du ministère des finances. Trois fonctionnaires du ministère de l'agriculture. Six représentants des sociétés de crédit agricole mutuel régionales ou locales choisies parmi les membres de ces sociétés. Trois membres du Conseil supérieur de l'agriculture.

5° Un décret, rendu sur l'avis de la commission, fixera les moyens de contrôle et de surveillance à exercer sur les caisses régionales. Les statuts de ces caisses devront être déposés au ministère de l'agriculture. Ces statuts indiqueront la circonscription territoriale des sociétés, la nature et l'étendue de leurs opérations et leur mode d'administration. Ils détermineront la composition du capital social, la proportion dans laquelle chaque sociétaire pourra contribuer à sa constitution, ainsi que les conditions de retrait, s'il y a lieu, le nombre des parts dont les deux tiers au moins seront réservés de préférence aux sociétés locales, l'intérêt à allouer aux parts, lequel ne pourra dépasser cinq pour cent du capital versé, le maximum des dépôts à recevoir en comptes courants et le maximum des bons à émettre, lesquels réunis ne pourront excéder les trois quarts du montant des effets en portefeuille, les conditions et les règles applicables à la modification des statuts et à la liquidation de la société.

6° Le ministre de l'agriculture adressera, chaque année, au Président de la République un compte-rendu des opérations faites en exécution de la présente loi, lequel sera publié au *Journal officiel*.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5
Le crédit considéré comme remède à la crise agricole. Di- verses formes sous lesquelles il a été employé suc- cessivement	5
Crédit hypothécaire. Le crédit Foncier	6
Crédit réel mobilier. Avantage du commerçant sur l'agri- culteur	9
Loi des warrants agricoles.	11
Crédit personnel. Ses avantages. Le crédit mutuel	13
Loi de 1894 sur les sociétés de crédit agricole. . . .	16
Autres groupes existant en France	19
1° Sociétés, type du syndicat agricole de Poligny. . . .	19
2° Groupe des caisses de M. Rayneri	20
3° Groupe des caisses de M. Durand	20

CHAPITRE PREMIER

Projets divers d'organisation du crédit agricole en France.

1. — Projet de modification des statuts de la Banque de France	23
Ses inconvénients: Les 3 signatures et l'échéance à plus de trois mois	24
Geffriaud	11

II. — Projet d'une Banque d'Etat.	25
1 ^o Projet de M. Hubbard	30
2 ^o Projet de M. Jaurès	33
III. — Projet d'une banque centrale particulière de M. Lé- veillé. Ses inconvénients. Echec de la Banque agricole de 1860	36

CHAPITRE II

Les Caisses régionales de Crédit agricole. Leur étude au point de vue économique.

1 ^o La caisse régionale considérée comme dispensateur et régulateur du crédit	44
2 ^o La caisse régionale, organe de contrôle et de surveil- lance	60
3 ^o Propagande créatrices. Aide des Caisses régionales à la diffusion du crédit agricole	63

CHAPITRE III

Leur étude au point de vue juridique. La loi du 31 mars 1899.

Considérations générales.

Création des Caisses Régionales	74
Etendue de leur circonscription	85
Ressources dont elles disposent: capital, avances et dépôts.	88
Formalités légales. Publicité	105
Leurs opérations.	113
Administration	124
Les administrateurs. Commissaires de surveillance. Assem- blées générales. Secrétaire comptable. Livres de commerce. Inventaire. Bénéfices. Réserve	128

Commission créée par la loi. Son rôle.	134
Droits et exemptions de droits des sociétés.	137
Responsabilités. Violation des statuts. Sanction	139
Dissolution	143
CONCLUSION. — Avantages de la loi sur le projet de Banque centrale. Ses inconvénients.	145
Projet de M. Laterrade	154
Ce que l'on doit attendre des Caisses Régionales	154
Leur aide aux petits cultivateurs et surtout à la propriété paysanne	156

ANNEXE

Texte de la loi du 31 mars 1899	160
---	-----



V. GIARD & E. BRIÈRE, Libraires-Éditeurs, 16, rue Soufflot, Paris
